

# SOZIAL POLITIK

**LE MONDE DU TRAVAIL DE DEMAIN**

**PROTECTION ET JUSTICE SOCIALES**

**VIVRE ET TRAVAILLER AVEC UN HANDICAP**

**FORMATION ET ÉTUDES**

## Avant-propos

Prévention contre les accidents du travail, couverture sociale universelle, indemnités pour compenser la perte d'un emploi ou le départ en retraite – voici autant de garanties offertes par l'État social et qui sont devenues des acquis sociaux. Il y a 150 ans pourtant, la situation était bien différente de celle d'aujourd'hui. Par exemple, quand les gens avaient un accident, ou tombaient malades, ils n'avaient aucun filet de sécurité auquel se raccrocher. Lorsqu'ils avaient un coup dur, ils pouvaient compter seulement sur leur famille et devaient faire face aux pires difficultés. Souvent, cela ne suffisait pas pour les protéger de la pauvreté.

Aujourd'hui, les plus grands risques de la vie sont couverts par un État social. Celui-ci est financé par les cotisations des jeunes vers les plus âgés et des personnes en bonne santé vers les personnes malades. La priorité de l'État social, c'est de rendre cette répartition équitable socialement et de garantir la sécurité sociale de chacun.

L'État social doit cependant s'adapter aux défis de l'ère actuelle. Comment la révolution numérique transforme-t-elle les professions et les entreprises existantes ? Quels nouveaux métiers ont vu le jour ? Comment allons-nous collaborer dans les an-

nées qui viennent ? Quelles sont les conséquences du vieillissement de la population sur l'État social ? Ces questions nous concernent tous. Ce magazine vise à apporter des réponses aux élèves et à les inviter à discuter de ces problématiques.

Nous essayons d'utiliser un langage qui s'adresse à tout le monde. C'est pourquoi nous souhaitons écrire dans un langage le plus inclusif possible. Il est néanmoins nécessaire de faire la part des choses, car il n'est pas toujours possible de tenir compte chaque fois de tous les aspects propres au langage inclusif. Dans ce magazine, nous employons des termes neutres, féminins et masculins qui se rapportent à des personnes. Les termes utilisés font chaque fois référence à tous les genres, sauf si un genre est explicitement mentionné. Certes, il existe des variantes orthographiques plus inclusives, comme **chacun.e** ou **collaborateur.trice**. Mais pour beaucoup de personnes, cela rend la lecture plus difficile. Pour celles qui n'arrivent pas bien à lire, il est plus facile de comprendre le texte s'il est fluide. Écouter et comprendre un texte est également plus aisé pour les personnes malvoyantes qui utilisent un logiciel pour se faire lire le texte par un logiciel.

## Sommaire

<u>Le monde du travail de demain</u>	P. 6
<u>La transition numérique</u>	P. 8
<u>Conseils pratiques pour entrer sur le marché du travail</u>	P. 10
<u>Apprendre grâce aux échanges à l'étranger</u>	P. 13
<u>L'Europe sociale</u>	P. 14
<u>Droit du travail</u>	P. 16
<u>Droit de cogestion</u>	P. 18
<u>Vivre et travailler avec un handicap</u>	P. 22
<u>Le principe de l'État social</u>	P. 28
<u>Chômage et assurance chômage</u>	P. 32
<u>Assurance vieillesse</u>	P. 36
<u>Risques de la vie</u>	P. 38
<u>Justice sociale</u>	P. 41
<u>Pauvreté et richesse</u>	P. 44

## Mentions légales

Réalisé en collaboration par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales et Klett MINT GmbH

Auteurs de la version révisée : Miriam Binner, Thilo Großer, Manuel Heckel, Louisa Schmidt et Andreas Schulte, Köln (clôture de la rédaction : octobre 2023)

Réalisation et coordination du projet : Klett MINT GmbH, Stuttgart

Mise en page du magazine et du fichier PDF accessible à tous : Full Moon Brandcode GmbH, Stuttgart

Eduversum GmbH/Brigitte Böslér, eiphan visual solutions GmbH

Crédit photographique :

P. 1 : Freepik/federicap  
P. 2-3 : iStock.com/filistimlyanin  
P. 6 : iStock.com/baramee2554  
P. 7 : Pixabay.com  
P. 8 : iStock.com/Cecilie\_Arcurs  
P. 9 : iStock.com/NatalyaBurova  
P. 10 : iStock.com/pcess609  
P. 11 : Handwerkskammer zu Köln  
P. 13 : iStock.com/MariaUspenskaya, Freepik  
P. 14 : iStock.com/gpointstudio, iStock.com/ismailciydem, iStock.com/gpointstudio, Freepik  
P. 15 : Vecteezy.com, iStock.com/imaginima  
P. 16 : iStock.com/arturbo  
P. 18 : iStock.com/Cecilie\_Arcurs  
P. 22 : iStock.com/vadimguzhva  
P. 24-25 : private,  
P. 28 : iStock.com/guwendemir  
P. 29 : Freepik  
P. 31 : iStock.com/fleaz  
P. 32 : iStock.com/filmfoto  
P. 33 : iStock.com/andresr  
P. 35 : iStock.com/steluk  
P. 36 : iStock.com/wundervisuals  
P. 38 : iStock.com/FooTToo  
P. 40 : Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, Freepik,  
P. 41 : Shutterstock.com/Arthimedes  
P. 43 : Dante Davis [privat]  
P. 44 : iStock.com/Ralf Geithe  
P. 45 : Tobias Drobot  
P. 46-47 : Freepik  
P. 48 : Pixeden

Internet et courrier électronique : [www.sozialpolitik.com](http://www.sozialpolitik.com)  
[redaktion@sozialpolitik.com](mailto:redaktion@sozialpolitik.com)

L'école se termine bientôt. Et maintenant ? Pour beaucoup de jeunes, choisir un métier ou une formation est difficile. Comment trouver la profession qui leur apportera non seulement un bon revenu et la sécurité, mais également du plaisir et du sens ? Le choix n'est pas plus facile aujourd'hui qu'hier.

On peut commencer une formation ou des études. Mais, dans un cas comme dans l'autre, au final, une chose compte : être prêt à apprendre tout au long de la vie professionnelle. Pourquoi ? Parce que de nouvelles technologies vont transformer le quotidien de demain dans presque tous les métiers.

À l'heure du numérique, il sera donc de plus en plus important de tenir ses connaissances et ses compétences à jour. De plus, utiliser les offres de qualification et de formation continue a de grands avantages : on s'ouvre aussi à de nouvelles opportunités professionnelles et perspectives de carrière.

De nombreux chemins mènent au marché du travail. Les conseils proposés par l'Agence pour l'emploi peuvent aider les jeunes à choisir un métier ou une formation. Quelques portails centraux sont également utiles (p. 10-11).

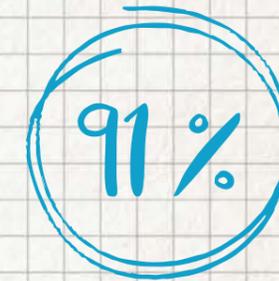
Pas d'inquiétude  
pour l'entrée  
dans la vie  
professionnelle

Qu'attendent les jeunes de leur métier ?

... il doit me proposer un poste de travail sûr :



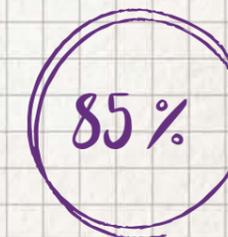
... il doit me donner la possibilité de faire quelque chose qui a du sens pour moi :



... il doit me donner le sentiment d'être compétent et performant :



... il doit me laisser suffisamment de temps libre :



Source : Shell, Jugendstudie 2019, sondage représentatif de jeunes âgés de 12 à 25 ans.



## Le monde du travail de demain L'école et l'apprentissage sont indispensables

Les entreprises ont besoin de personnel qualifié, notamment pour répondre aussi aux défis de la transition numérique et écologique.

Dans les dernières années, le nombre d'emplois n'a cessé d'augmenter. Cela fait bien longtemps que le nombre de postes vacants, c'est-à-dire pour lesquels les entreprises recherchent du personnel, n'a jamais été aussi élevé. On dit même que le marché de la demande de personnels qualifiés est devenu un marché d'offre d'emplois. L'Institut allemand de recherche sur le marché du travail et la formation (IAB) à Nuremberg a fait une enquête. Celle-ci a montré que, pendant la période de janvier à mars 2023, 1,75 million de postes étaient vacants dans toute l'Allemagne. C'est un record depuis le début des évaluations en 1989.

Une chose est sûre : les entreprises ont encore besoin du personnel de demain. Dans certains domaines, la demande de personnels qualifiés est très importante : par exemple, dans les domaines des technologies de l'information (TI), des soins pour les per-

sonnes âgées ou dans de nombreux métiers de l'artisanat. Et dans **beaucoup d'autres professions, les entreprises ont plus de mal qu'autrefois pour trouver du personnel**. Ce n'est pas tout : beaucoup d'employés partent maintenant à la retraite. Beaucoup d'autres y partiront dans les prochaines années (p. 36).

Tout cela est un risque pour l'économie : si les entreprises n'arrivent pas à trouver de personnel, le travail ne peut pas être fait. À un moment donné, elles sont obligées de refuser les commandes. **Dans certains métiers, l'automatisation peut être une solution** : lorsqu'un robot réalise des activités annexes, les employés peuvent se concentrer sur des tâches plus importantes.

Mais, à l'heure de la transition numérique, les employés doivent aussi posséder de nouvelles compétences. Cela est très important. Pourquoi ? Parce que d'après une étude de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement économiques), il est possible que plus d'un emploi

sur deux soit profondément transformé par les technologies numériques dans les 15 prochaines années. En plus de cela, l'Allemagne s'investit davantage dans les technologies moins polluantes. Ainsi, petit à petit, on utilise moins de charbon pour produire de l'énergie et les voitures électriques remplacent les véhicules à moteur à combustion. Pour réaliser ce changement structurel, l'État investit davantage dans des mesures certifiantes. Les employés et les entreprises reçoivent un soutien plus important lorsqu'il s'agit de choisir et de financer les formations adaptées. Prenons un exemple : un employé n'a pas terminé sa formation et n'a donc pas de diplôme professionnel. Plus tard, il décide de préparer ce diplôme pour compléter sa formation. Pour cela, il peut recevoir une aide financière spéciale : c'est une aide financière pour une qualification professionnelle ultérieure. Et les besoins en mesures pour faciliter l'entrée dans la vie professionnelle ou la transition vers un métier de demain vont, probablement, augmenter aussi.

# 1 747 100\*

Au 1er trimestre 2023, l'IAB a comptabilisé 1 747 100 postes vacants. Ils se répartissaient comme suit entre les différents secteurs :

Services	945 900
Industrie manufacturière	191 800
Vente et réparation automobiles	175 300
Bâtiment	173 300
Transport et logistique	109 500
Information et communication	66 800
Administration publique	32 100
Services financiers et assurances	21 400
Mines, énergie, eau et déchets	18 800
Agriculture et sylviculture	12 200

Source : Institut allemand de recherche sur le marché du travail et la formation (IAB), relevé des offres d'emploi de l'IAB, situation au 1er trimestre 2023

« Il n'y a qu'une chose qui, à la longue, coûte plus cher que l'éducation : l'absence d'éducation. »

John F. Kennedy, président des États-Unis de 1961 à 1963



## Apprendre tout au long de la vie

Vous pensez que vous en avez fini avec l'école, les stages, la formation ? Cela n'est pas si sûr. Les formations continues ont toujours fait partie de la vie professionnelle. Pourtant, **à l'avenir, dans de nombreux domaines, les exigences requises pour occuper un poste vont évoluer encore plus rapidement**. C'est parce que de nouvelles technologies apparaissent ou que les chaînes de création de valeur changent. De ce fait, la question de la formation gagne en importance : « Avec la progression de la transition numérique dans l'économie et la société, il devient de plus en plus important d'apprendre tout au long de la vie », explique Friedrich Hubert Esser, qui dirige l'Institut fédéral allemand pour la formation professionnelle (BIBB).

**Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Pour réussir son entrée dans la vie professionnelle, il faut avoir été au lycée professionnel, ou suivi une formation en alternance, ou encore des études en alternance ou dans l'enseignement supérieur. Mais de nouveaux éléments de formation s'y ajoutent ensuite : les Chambres de l'industrie et du commerce proposent des cours avec certification. En suivant ces cours, les personnes qui travaillent peuvent se perfectionner en plusieurs semaines dans des thèmes**

**spécialisés. En quelques semaines ou mois, on peut ainsi obtenir une qualification supplémentaire reconnue de responsable marketing en ligne, de délégué à la protection des données ou de recruteur en ligne.** Dans les métiers de l'artisanat aussi, il existe des offres de formation continue accélérées et de nouvelles possibilités. Il est même possible de faire des études sans avoir le baccalauréat (p. 11). Grâce aux formations continues en ligne, il est plus facile de suivre **des cours en ligne tout en travaillant**. Cela permet d'être plus flexible et de se former selon ses besoins.

D'après certaines études, les personnes qui gagnent très peu d'argent et les employés dans les petites et moyennes entreprises suivent encore trop peu de formations continues. Il existe un programme fédéral (Bundesprogramm zum Aufbau von Weiterbildungsverbänden) : son but est de mettre en place des réseaux de coopération entre les entreprises et les établissements de formation. Ce programme permet notamment aux entreprises et aux établissements de conseil et de formation d'une même région de mieux travailler ensemble. Ainsi, plus d'employés pourront suivre une formation continue.



## La transition numérique

# Travail 4.0 : ensemble vers un nouveau monde

La transition numérique change profondément le monde du travail : de nouveaux outils et manières de travailler ensemble modifient le quotidien des personnes qui travaillent. Dans beaucoup d'entreprises, la transition numérique inquiète, mais cette évolution offre justement de grandes chances à celles et ceux qui débutent sur le marché du travail.

Un collègue cobot comme robot à tout faire : onze entreprises de construction mécanique des environs d'Arnsberg ont acheté ensemble un robot. Ce robot est capable de travailler étroitement avec l'homme. Il peut être aussi sans cesse adapté à de nouvelles tâches au moyen de simples pièces. Toutes les x semaines, cet appareil, qui a coûté 35 000 euros, change d'usine. Sur le nouveau site, le robot est alors prêt pour un projet avec des apprentis.

Chez le constructeur de machines à souder IDEAL-Werk de Lippstadt, cinq apprentis de différents métiers ont ainsi dû réaliser une grille en acier : ils ont commencé par concevoir la

grille ensemble, puis ils ont calculé les coûts et dépenses. Enfin, ils ont programmé le robot. Au début, les calculs des jeunes recrues n'étaient pas très précis, mais tous les défis ont fini par être relevés dans un sprint

**11,3 millions**

de personnes qui occupent des postes pour lesquels l'employeur paie des cotisations sociales en Allemagne travaillent dans un métier qui, en théorie, pourrait être en grande partie effectué par des ordinateurs ou des machines pilotées par ordinateur. C'est l'Institut allemand de recherche sur le marché du travail et la formation qui a réalisé cette estimation. Pour cela, il s'est appuyé sur des données de 2019 sur les possibilités technologiques. Mais s'il est possible de déléguer de nombreuses activités à des machines, cela ne veut pas dire pour autant que les entreprises passeront réellement ou immédiatement à l'automatisation. Le Job-Futuromat permet de découvrir les métiers que les machines ou robots pourront en partie ou entièrement exercer :

[job-futuromat.iab.de](http://job-futuromat.iab.de)

final. « Le projet a été une vraie réussite pour nous parce que nous avons appris à travailler en tant qu'équipe », déclare fièrement un participant.

Ce projet montre le changement qui a lieu dans le monde du travail : au lieu de structures rigides, il devient plus important de former des équipes flexibles qui travaillent sur une tâche précise. Les nouvelles technologies changent les manières traditionnelles de travailler dans les entreprises. Tous ces changements sont résumés sous le mot-clé « **Travail 4.0** ». Les personnes qui occupent actuellement un emploi sont en plein milieu de cette évolution et les jeunes qui entrent sur le marché du travail la sentent dès le premier jour.

**La transition numérique accélère le rythme du changement.** Elle est même aux commandes à plusieurs égards :

- **Modèles économiques** : de nouveaux marchés numériques apparaissent pour les chaussures et les livres, mais aussi pour la mobilité, les hôtels ou les outils. Des entreprises doivent également se demander si elles veulent continuer à vendre des produits ou si elles préfèrent les louer aux personnes qui les utilisent pendant un certain temps. Pour cette raison, les profils de postes changent dans beaucoup d'entreprises.
- **Collaboration** : de nos jours, une voiture est un ordinateur sur roues. Pour élaborer une telle voiture, des personnes du service informatique, des designers et des spécialistes du calcul des coûts travaillent ensemble dès le départ aux côtés du constructeur. C'est pareil pour beaucoup d'autres produits. Les expériences pendant la crise du Covid-19 ont aussi montré que beaucoup de salariés utilisent la visioconférence pour travailler ensemble au quotidien.
- **Développement** : comme on peut comparer les produits à l'échelle mondiale, la concurrence est plus

**La flexibilité aussi a ses avantages et ses points faibles** : de nombreuses personnes trouvent que c'est pratique de pouvoir vite répondre à un e-mail de chez elles sans devoir se rendre au bureau pour cela. D'autres redoutent qu'il n'y ait plus vraiment de frontière entre le travail et le temps libre.

**Les jeunes ont de belles opportunités sur le marché du travail de demain** : une formation solide – en alternance ou dans l'enseignement supérieur – leur donne la base nécessaire pour cela. Bien sûr, de nouveaux métiers apparaîtront peut-être, comme pilote de drone ou ingénieur 3D. **Les écoles professionnelles et d'enseignement**

forte. Les nouveaux développements doivent être terminés plus vite qu'avant. Autrefois, on passait de longs mois à travailler dans le détail sur une idée. Aujourd'hui, on ajoute une nouvelle fonction en une semaine et la semaine suivante, on améliore le design. Cette façon de travailler, que l'on appelle méthode « agile », permet d'accélérer le rythme de travail.

- **Technologie** : une foule de nouvelles technologies sont en train de changer la production. Les cobots facilitent par exemple le travail dans l'industrie en aidant le personnel à réaliser des tâches lourdes. Les imprimantes 3D permettent de fabriquer des pièces individuelles à des coûts relativement peu élevés. Des logiciels réalisent des tâches courantes, par exemple dans la comptabilité ou la gestion du personnel. Le travail de demain sera donc différent : **les machines et ordinateurs pourraient exécuter à l'avenir de nombreuses tâches standard.** Cette évolution inquiète beaucoup de personnes : elles ont peur de voir leur travail disparaître.

**supérieur et les entreprises font constamment des efforts pour transmettre les connaissances techniques les plus actuelles aux jeunes qui entrent sur le marché du travail.**

En effet, sur les 324 filières de formation en alternance reconnues en Allemagne, une petite douzaine est modernisée chaque année. Grâce à cela, le programme de formation a pu être adapté aux exigences économiques et technologiques actuelles et donc à l'avenir.

« **Le travail ne va pas disparaître, mais changer, et cela en permanence** », déclare Hubertus Heil, ministre allemand du Travail.

## L'économie des plateformes

Davantage de personnes à leur compte pourraient à l'avenir travailler dans certains secteurs. En effet, il est possible de leur demander, contrairement aux personnes salariées, de travailler seulement pour traiter des commandes individuelles. Pour cela, on utilise souvent des plateformes numériques. C'est pourquoi on parle aussi d'économie des plateformes. Ce modèle d'économie permet d'être très flexible : au bout du compte, les entreprises paient seulement les commandes individuelles et non la journée de travail entière. À l'inverse, les personnes travaillant pour des plateformes peuvent en général décider elles-mêmes de leurs horaires et de leur volume de travail. Mais en réalité, les plateformes précisent souvent la manière dont il faut traiter les commandes. En même temps, l'utilisation de méthodes issues du management par les algorithmes – c'est le contrôle de la productivité grâce à des outils numériques – offre à l'employeur de plus en plus de possibilités pour contrôler et surveiller son personnel. De plus, les personnes à leur compte qui travaillent pour des plateformes ne bénéficient pas des droits que les salariés peuvent en général faire valoir. Par exemple, si elles tombent malades, on ne leur verse pas d'argent. Elles doivent elles-mêmes s'occuper de ressources pour vivre lorsqu'elles seront à la retraite. La plupart du temps, elles n'ont ni la possibilité d'adhérer à un syndicat, ni celle d'être couvertes par une convention collective qui leur permet de négocier leurs conditions de travail. Et si les commandes s'arrêtent à cause d'une crise, leur source de revenus disparaît. Réfléchir à la manière d'organiser de nouvelles formes de travail pour qu'elles deviennent plus équitables et plus sociales est donc nécessaire. Le ministère allemand du Travail et des Affaires sociales veut concevoir correctement ces nouvelles formes de travail. Les entreprises doivent pouvoir tirer parti du potentiel de l'économie des plateformes. Dans le même temps, ce modèle d'économie doit offrir de bonnes conditions de travail et garantir une couverture sociale.



## Conseils pratiques pour entrer sur le marché du travail

# Avant de vous lancer dans la vie professionnelle

## À vos marques, prêt, partez... en apprentissage !

Une fois leur scolarité terminée, la plupart des jeunes décide d'apprendre un métier. Ils commencent alors une formation. Elle peut se dérouler en alternance entre l'entreprise et l'école professionnelle (on appelle cela le système dual). Elle peut aussi avoir lieu uniquement dans un établissement d'enseignement professionnel, par exemple une école professionnelle spécialisée.

### Une planète en ligne, porte vers le monde du travail

Le portail « planet beruf » (Planète emploi) a pour but d'aider les jeunes tout juste sortis de l'école à s'orienter vers un métier. Ils y trouvent des tests d'auto-évaluation, des conseils pour préparer une candidature, des explications de mots difficiles ou utilisés dans un domaine particulier, des réponses à des questions juridiques et les dates de salons sur la formation.

[planet-beruf.de](http://planet-beruf.de)

### Quelles sont les entreprises les plus proches de chez vous ?

Existe-t-il un poste d'apprentissage à côté de chez vous pour le métier que vous aimeriez exercer ? Pour vous renseigner, rendez-vous sur le site de l'Agence pour l'emploi. Vous y trouverez toutes les offres de formation.

[jobboerse.arbeitsagentur.de](http://jobboerse.arbeitsagentur.de)

### Métiers de A à Z : l'embaras du choix

D'acheteuse à zingueur – le Registre des formations reconnues recense les formations à plus de 300 métiers.

[t1p.de/bibb-Ausbildungsberufe](http://t1p.de/bibb-Ausbildungsberufe)

### Comment faire un bout de chemin à l'étranger ?

Certains jeunes en apprentissage souhaitent partir pour l'étranger dans le cadre de leur formation. Erasmus+ (p. 13) et le programme de stages « AusbildungWeltweit », permettent de participer plus facilement à des échanges internationaux.

[ausbildung-weltweit.de](http://ausbildung-weltweit.de)

### Orientation professionnelle individuelle ou scolaire

Dans les Centres d'orientation professionnelle de l'Agence pour l'emploi, des personnes conseillent les jeunes pour les aider à choisir un métier ou des études. Ces personnes viennent aussi dans les écoles pour conseiller les élèves d'une classe.

[arbeitsagentur.de/bildung/berufsberatung](http://arbeitsagentur.de/bildung/berufsberatung)

## Des métiers atypiques, loin des stéréotypes

Les clichés sur les hommes et les femmes ont la vie dure. Encore beaucoup de garçons choisissent des métiers considérés comme typiquement masculins. Il y a aussi beaucoup de filles qui s'orientent vers des professions dites féminines. Pourtant, de nombreuses entreprises acceptent les candidatures des apprentis des deux sexes.

C'est, en gros, le message adressé aux jeunes élèves lors des journées de découverte « Girls' Day » ou « Boys' Day ». L'Institut fédéral pour la formation professionnelle (BIBB) informe pourquoi il faut choisir sa carrière ou ses études sans tenir compte des schémas traditionnels.

[klischee-frei.de](http://klischee-frei.de)

## En route pour l'université !

Il y a encore quelques années, très peu de jeunes en apprentissage commençaient des études à l'université après leur formation professionnelle. Aujourd'hui, ils sont de plus en plus nombreux : presque un tiers de ces jeunes décident d'étudier après leur formation. De plus, le nombre d'élèves qui choisissent de commencer des études supérieures tout de suite après le bac a augmenté ces dernières années.

### Cursus en alternance : Apprendre un métier et étudier à la fois

C'est le principe du cursus en alternance : les personnes en apprentissage apprennent un métier tout en faisant des études. Sur le portail de l'Institut fédéral pour la formation professionnelle, (BIBB) vous trouverez des informations sur cette combinaison qui a de plus en plus de succès.

[ausbildungplus.de](http://ausbildungplus.de)

### Et sans le baccalauréat ?

Le Centre allemand pour le développement des universités (CHE) apporte toutes les réponses aux questions sur les études supérieures que l'on peut suivre avec un diplôme professionnel en poche mais sans le bac.

[studieren-ohne-abitur.de](http://studieren-ohne-abitur.de)

### Choisir un établissement supérieur

Pour tout savoir sur les études proposées par les universités et les écoles supérieures des sciences appliquées ainsi que sur la préparation du dossier de candidature, il suffit de consulter le portail commun des États fédéraux et de l'Agence allemande pour l'emploi. Le site de la Conférence des recteurs allemands d'instituts d'enseignement supérieur propose également des informations utiles.

[studienwahl.de](http://studienwahl.de)  
[hochschulkompass.de](http://hochschulkompass.de)

### Étudier ? Oui ! Mais quoi ? Et où ?

Le lien suivant permet de consulter une carte des universités allemandes avec tous les cursus qu'elles proposent :

[t1p.de/studieren-landkarte-deutschland](http://t1p.de/studieren-landkarte-deutschland)



« Les opticiens sont les plus doués pour reconnaître les différentes personnalités. Nous avons de bonnes connaissances de l'être humain ! Je trouve mon métier passionnant car il me permet à la fois d'être en contact avec les gens et de faire des choses avec mes mains. »

**Morteza Ahmadi, 25 ans, apprenti opticien**



« Dans mon métier, ce n'est pas seulement le travail manuel qui m'intéresse. C'est aussi tout le côté créatif. Dans un projet, les effets avant/après m'inspirent chaque fois. »

**Esther Sabzevar, 22 ans, apprentie carreleuse, dalleuse et mosaïste**

# Apprendre, ça vaut le coup !

Avoir un diplôme professionnel ou universitaire permet de gagner plus d'argent. Les activités accessoires sont, le plus souvent, moins bien payées. Le diplôme obtenu joue aussi un rôle en cas de chômage. Sans diplôme, le risque de se retrouver au chômage est plus élevé.

## Taux de chômage, en pourcentage, de la population active civile en 2022

5,3 au total

19,8 sans formation professionnelle

2,8 avec une formation professionnelle

2,2 avec un diplôme universitaire

Source : Agence fédérale pour l'emploi, statistiques sur le marché du travail, 2022

## Faire preuve d'engagement : le volontariat

L'école est terminée ? Pourquoi ne pas essayer quelque chose de nouveau en faisant une activité qui aide les autres ou l'environnement ? Chaque année, environ 100 000 jeunes profitent de cette possibilité en s'orientant vers un volontariat.

La mission dure en général douze mois. Il est possible de faire un volontariat d'un an dans une institution sociale ou une organisation environnementale jusqu'à l'âge de 27 ans. Le service volontaire fédéral peut être effectué à n'importe quel âge après la fin de la scolarité.

Le volontariat n'est pas rémunéré, mais les institutions ou organisations qui accueillent les jeunes dans ce cadre

leur versent en général de l'argent de poche. Parfois, elles prennent aussi en charge les frais de logement et de nourriture. Elles paient aussi les cotisations sociales pour les jeunes volontaires.

Un volontariat à l'étranger dans le cadre du Service volontaire fédéral est également possible.

[jugendfreiwilligendienst.de](http://jugendfreiwilligendienst.de)  
[bundesfreiwilligendienst.de](http://bundesfreiwilligendienst.de)

## Se faire aider lorsque l'on commence à travailler

Passer de l'école à une formation puis à un métier n'est pas facile pour certains jeunes. Lorsqu'un jeune a des troubles du langage ou de l'apprentissage ou encore des problèmes de santé ou dans son environnement social, il a souvent besoin d'une aide plus importante. Plusieurs options sont alors possibles : cours ou formations préparant à un emploi, stage de plusieurs mois en entreprise dans le cadre d'une première formation certifiante ou formation assistée. Tout d'abord, le jeune, ses parents ou l'entreprise de formation doivent s'adresser à l'agence pour l'emploi locale. Dans

de nombreuses villes, il existe également des agences spéciales : elles réunissent les acteurs compétents dans l'accompagnement de la transition de l'école au monde professionnel. Ces acteurs sont regroupés en un réseau local. Le but de ce réseau est d'accompagner au mieux les jeunes vers une formation professionnelle.

[arbeitsagentur.de/bildung](http://arbeitsagentur.de/bildung)  
[arbeitsagentur.de/institutionen/jugendberufsagenturen](http://arbeitsagentur.de/institutionen/jugendberufsagenturen)  
[bildungsketten.de](http://bildungsketten.de)



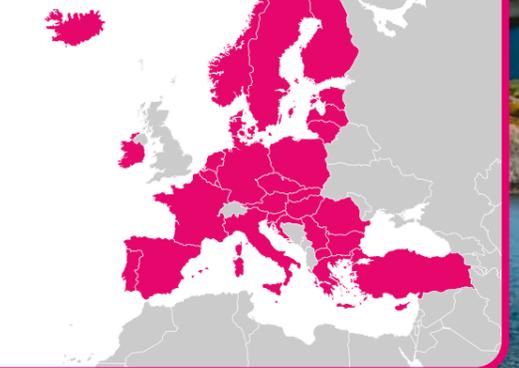
## Élargir son horizon

### Pays partenaires du programme Erasmus+

La Belgique, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovaquie, la Finlande, la Suède et, parmi les pays non membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Macédoine du Nord, la Norvège, la Serbie et la Turquie.

Des informations supplémentaires sont disponibles sur :

[erasmusplus.de](http://erasmusplus.de)



## Apprendre grâce aux échanges à l'étranger

# Vivre de nouvelles expériences grâce au programme Erasmus+

À travers son programme Erasmus+, l'Union européenne souhaite encourager les jeunes à s'investir dans la société. Le but est aussi les aider à partir plus facilement à l'étranger pour s'y former. Les élèves de lycée, les jeunes en apprentissage et les élèves des écoles professionnelles, les étudiantes et étudiants de l'université et les adultes peuvent participer au programme Erasmus+ : il propose par exemple des bourses d'études pour apprendre ou travailler à l'étranger. Il permet également de faire un double diplôme (niveau master) dans plusieurs universités internationales.

Plus de

40 000

personnes étudiant dans des universités allemandes bénéficient chaque année des avantages du programme Erasmus+.

Une participation aux frais de voyage, aux frais de vie ainsi que de l'argent de

poche sont prévus pour les jeunes qui ont choisi de faire un volontariat dans le cadre du Service Volontaire Européen ou du Corps européen de solidarité : par exemple, pour les jeunes qui ont choisi d'aider à reconstruire des sites historiques, de s'engager auprès de malades chroniques ou de s'investir dans des projets culturels pour les enfants défavorisés.

Le volontariat dure entre 2 et 12 mois. Il existe aussi des projets plus courts, comme les rencontres de jeunes. Celles-ci ne durent que quelques jours. L'objectif d'Erasmus+ est d'offrir aux jeunes des possibilités d'apprentissage en dehors de leur pays d'origine. C'est pourquoi les jeunes qui participent à ce programme reçoivent de l'argent et un appui logistique pendant leur séjour à l'étranger. D'un autre côté, ce programme apporte des avantages aux organismes de formation, aux institutions sportives et aux centres de la jeunesse : ces derniers reçoivent des subventions qui leur permettront de proposer de

nouveaux projets, partenariats et volontariats. Le projet a été doté de plus de 28 milliards d'euros jusqu'en 2027.

Sur le plan politique, c'est la coopération étroite entre les États membres de l'Union européenne qui est privilégiée. Par exemple, les pays échangent sur les bonnes pratiques dans les domaines de l'éducation ou en faveur de la jeunesse.

12 millions

d'Européennes et d'Européens pourront bénéficier d'un soutien financier d'ici 2027.

Par ailleurs, les programmes d'échange internationaux ont pour objectif d'améliorer les perspectives de carrière professionnelle des jeunes en Europe. À long terme, leur but est également de faire en sorte que le chômage reste bas et qu'il ne manque pas de personnels qualifiés.



## L'Europe sociale

# La cohésion au sein de l'UE

La coopération entre les 27 États membres est capitale pour construire une Union européenne (UE) sociale, capable d'agir et tournée vers l'avenir. Cette coopération a été particulièrement importante pour sortir de la crise du Covid-19. Mais elle reste également indispensable pour gérer les questions essentielles qui concernent notre futur, par exemple, la protection du climat, la transition numérique et les relations avec le Royaume-Uni après le Brexit. Entre juillet et décembre 2020, l'Allemagne a joué un rôle particulier à ce sujet : la République fédérale a assuré la présidence du Conseil de l'UE et présidé les réunions en Conseil des ministres. C'est là que se réunissent les gouverne-

ments des différents pays. L'Allemagne a joué le rôle de médiateur entre les gouvernements des États membres pour parvenir à des positions communes. Dans ce cadre, les États membres adoptent de nouvelles dispositions juridiques en collaboration avec le Parlement européen. Face aux effets de la crise du Covid-19, l'Allemagne a privilégié la protection sociale des personnes dans l'UE. Malgré leurs différences, les États membres sont des États providence qui allient croissance économique, protection sociale, démocratie, liberté et droits fondamentaux. L'UE n'est pas seulement un espace économique. C'est aussi une communauté qui s'appuie sur des valeurs communes.

C'est pourquoi les États membres ont décidé, en 2017, de se mettre d'accord sur des principes sur les droits sociaux et la protection sociale : c'est ce qu'on appelle le socle européen des droits sociaux. Son but ? Faire en sorte, ensemble, qu'il y ait des salaires justes et une protection sociale, d'arriver à mettre en place de bonnes conditions de travail, de construire le nouveau monde du travail et de s'engager pour l'égalité des sexes et l'inclusion des groupes défavorisés. Mais l'UE est aussi l'un des espaces économiques les plus importants au monde. De ce fait, elle a une responsabilité à l'échelle globale : celle de s'engager pour le travail décent partout dans le monde.

« L'idée européenne ne se réalisera vraiment que lorsque les conditions de vie seront quasiment les mêmes partout. C'est seulement à ce moment-là que l'on pourra parler d'un partenariat « d'égal à égal ». Est-ce que l'on fait assez d'efforts pour y arriver ? »

Leonie, 17 ans



« Je suis avant tout européen. Étudier en France, faire un stage en Slovaquie, travailler quelques années au bord de la Méditerranée et choisir de s'installer en Suède, le tout sans avoir à se soucier des questions d'assurance maladie, de cotisations retraite ou indemnité de chômage – il n'y a qu'en Europe que c'est possible ! »

Aleksey, 21 ans



## L'UE dans la vie de tous les jours



L'UE est présente chaque jour. Dans 19 pays européens, on paie en euros et maintenant, il n'est plus nécessaire de montrer son passeport pour passer d'un pays de l'UE à l'autre. Mais beaucoup ne savent pas que la grande majorité des lois de protection des consommateurs en Allemagne existent grâce à des initiatives européennes : l'étiquetage des produits alimentaires et des médicaments, les normes d'hygiène et de sécuri-

té, les normes sanitaires pour l'eau potable sont quelques exemples de réglementations européennes. Grâce à l'UE, téléphoner ou aller sur internet en utilisant son téléphone portable coûte le même prix, que l'on soit dans son propre pays ou dans un autre État membre. Enfin, depuis mai 2018, un nouveau règlement général sur la protection des données régit le traitement des données personnelles, également sur internet.

## Le Fonds social européen (FSE), visage social de l'Europe

Depuis 1957, le Fonds social européen (FSE) est l'instrument le plus important de l'UE pour favoriser l'emploi et l'intégration sociale en Europe. Pendant la période de programmation actuelle, de 2021 à 2027, le Fonds Social Européen+ réunit le FSE, le Fonds européen de l'aide aux plus démunis (FEAD), l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) et le programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI). Ces quatre instruments de financement étaient auparavant distincts. Le FSE+ contribue de manière importante à mettre en pratique le socle européen des droits sociaux (SEDS), la Charte des droits fondamentaux de l'UE et la Convention des

Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées. Ainsi, globalement, il contribue à construire une Europe plus sociale. Le Fonds facilite l'accès à l'emploi, à la formation générale et professionnelle. Il propose aussi des formations certifiantes et favorise l'intégration sociale à différents niveaux. À cet effet, le FSE+ met à disposition 6,56 milliards d'euros pour subventionner des projets en Allemagne. Ces projets permettent d'aider les personnes sans emploi, les jeunes en route vers la vie active, les migrantes et migrants, les personnes qui créent une entreprise et les petites et moyennes entreprises (PME) à



**Participer à la construction de l'Europe ? C'est possible !**

Tous les cinq ans, les citoyennes et citoyens des États membres de l'UE choisissent les personnes qui vont les représenter au Parlement européen. Les dernières élections européennes ont eu lieu en 2019.

Par ailleurs, chaque citoyenne, chaque citoyen européen a le droit de participer à la construction de l'Europe en faisant enregistrer une **initiative citoyenne européenne**. Si, en l'espace d'un an, l'initiative obtient un million de signatures de personnes d'au moins sept pays de l'UE, la Commission doit réagir à la proposition de l'initiative dans un délai de trois mois.

[europa.eu](http://europa.eu)

relever les défis du marché du travail d'aujourd'hui. Pour cela, le Fonds apporte une aide pratique : il soutient les personnes éloignées de l'emploi vers un retour à la vie professionnelle, aide à faire reconnaître les diplômes étrangers, permet aux jeunes défavorisés de faire un stage dans un pays de l'UE, ou conseille les PME et leurs personnels pour faire face à la transition numérique.

Des informations supplémentaires sur la diversité des programmes proposés par le FSE+ sont disponibles sur le site :

<http://www.esf.de>





## Droit du travail

# Un cadre approprié pour un travail de qualité

Du premier contact au dernier courrier, des dispositions légales garantissent des relations équitables entre les employeurs et les travailleurs. Le problème du droit est qu'en cas de vrai conflit, il faut souvent demander à des professionnels – en général des avocates et avocats spécialisés en droit du travail – d'analyser les détails. Voici les principaux points :

### Candidature

Les entreprises doivent rédiger des offres d'emploi **non discriminatoires**, et par exemple éviter de préciser si elles recherchent une femme ou un homme. C'est-à-dire qu'elles ne doivent pas demander clairement « une secrétaire » ou « un mécanicien ». Dans l'entretien d'embauche, toute une série de **questions** trop personnelles ou discriminatoires sont **interdites**. Par exemple, selon le cas, l'employeur ne doit pas poser de questions qui concernent une grossesse, l'appartenance à un parti ou à un syndicat, ou la situation du compte en banque. Si le travail est particulièrement pénible ou dangereux, les employeurs doivent le mentionner clairement.

### Contrat de travail

Conclure un contrat de travail par écrit n'est pas obligatoire. C'est pourtant recommandé. S'il n'y a pas de contrat de travail écrit, l'employeur doit donner un document à la personne recrutée dès son premier jour de travail. Ce document doit contenir les informations suivantes : le nom et l'adresse des parties contractuelles, les horaires de travail, la rémunération et les éléments qui la composent. Au plus tard le 7ème jour ou un mois après la prise de fonctions (selon le sujet), l'employeur doit remettre à la personne recrutée une attestation. Cette attestation doit contenir les informations suivantes : le lieu de travail de la personne recrutée, ses tâches. Elle doit aussi mentionner s'il y a une période d'essai ou non. Les congés – minimum 24 jours ouvrables par an dans le cas d'une semaine de 6 jours – doivent aussi y être notés. Pour les jeunes, c'est la loi allemande sur la protection des jeunes travailleurs qui s'applique. L'attestation ou le contrat peuvent être complétés par des références aux **conventions collectives** en vigueur (📄 p. 19), par des dispositions légales ou des règlements d'entreprises.



### Ligne d'assistance téléphonique

Vous avez des questions sur un point du droit du travail ? Le ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales a mis en place une ligne téléphonique.

Du lundi au jeudi de 8 h à 17 h et le vendredi de 8 h à 12 h, des personnes compétentes sont à votre écoute et répondent à vos questions.

**030 221 911 004**

En principe, les employeurs et les travailleurs peuvent  **négocier librement**  les conditions de travail. Toutefois, il n'est pas possible de déroger à la législation du travail dans le but de désavantager le personnel.

### Limitation de durée

Un tiers des nouveaux contrats de travail sur dix environ sont conclus avec une limitation de durée. Cela signifie que la relation de travail se termine à la fin du délai convenu. Dans le cas de nouveaux recrutements, cela est autorisé pour maximum deux ans en tant que  **contrat à durée déterminée facilité** . Les jeunes entreprises de type start-up peuvent aussi limiter la durée des contrats de leur personnel au cours des quatre premières années.

Les entreprises peuvent également employer une personne à durée déterminée après une formation, pour un projet limité dans le temps ou pour un remplacement.

### Protection contre le licenciement

On ne peut pas être simplement mis à la porte :  **les lois en matière**

**de licenciement**  protègent les personnes recrutées contre les licenciements spontanés et injustes. Un  **licenciement pour motif économique**  peut ainsi être justifié si une entreprise dans son ensemble ou un service n'a plus de commandes. C'est aussi le cas si l'entreprise ne peut pas proposer à la personne concernée un autre travail qui correspond à ses compétences dans un autre service.

Le licenciement sans préavis est possible en cas d'infraction grave, comme les injures, la violence, le harcèlement sexuel ou le refus obstiné de travailler. On peut porter plainte contre un licenciement devant un  **tribunal du travail** .

Pour les personnes en apprentissage, il existe une  **protection particulière contre le licenciement** . Cette protection existe aussi pour les femmes enceintes, les mères jusqu'à quatre mois après leur accouchement, les personnes avec un handicap lourd, les volontaires du service militaire et les travailleurs en congé parental ou en congé de soins à des personnes dépendantes.

## Salaire minimum et rémunération minimum pour les personnes en apprentissage

Depuis 2015, il y a en Allemagne un salaire minimum. Celui-ci est fixé par la loi. Toutes les personnes qui travaillent ont droit à une rémunération de leur employeur. Celle-ci doit être au moins égale au salaire minimum. Pour quelques catégories de personnels, comme les stagiaires, des exceptions s'appliquent. Depuis le 1er octobre 2022, le salaire minimum légal est de 12,00 euros de l'heure. Régulièrement, une commission des partenaires sociaux fait des propositions pour actualiser le salaire minimum. Les associations patronales et les syndicats sont également représentés au sein de cette commission (📄 p. 19). De plus, des chercheurs et des chercheuses conseillent cette

commission. À compter du 1er janvier 2024, le salaire minimum brut passera à 12,41 euros de l'heure, puis à 12,82 euros à partir du 1er janvier 2025. Le décret correspondant sera discuté en conseil des ministres en novembre 2023. Lorsqu'un salaire est plus élevé, les cotisations versées à la Sécurité sociale sont aussi plus importantes. Le salaire minimum a donc des effets positifs sur les finances de la Sécurité sociale.

Il existe aussi une rémunération minimum pour les personnes qui ont conclu un contrat d'apprentissage à partir de 2020.

## Lignes directrices pour un monde du travail flexible

Faut-il aller au travail chaque matin à la même heure ? Aujourd'hui, de nombreuses entreprises proposent à leur personnel des modèles de travail plus flexibles en ce qui concerne le lieu et les horaires de travail.

**Journée de travail**  : selon la loi allemande sur le temps de travail, la journée de travail de huit heures est en principe la règle. Mais en cas de pic de travail, c'est-à-dire, quand il y a beaucoup à faire, les horaires peuvent être allongés jusqu'à dix heures de travail par jour ouvrable. Cet allongement doit cependant être à nouveau ramené à huit heures en moyenne dans un délai de six mois. Les jeunes ne peuvent pas travailler plus de huit heures par jour et quarante heures par semaine. La semaine de cinq jours s'applique en principe à eux.

**Temps partiel**  : vous gagnez assez et aimeriez avoir plus de temps pour votre famille ou pour une formation ? Dans les entreprises de plus de quinze travailleurs, on a le droit de travailler à temps partiel. Dans les plus grandes entreprises, le travail peut aussi être réduit pendant une période précise uniquement. C'est ce que l'on appelle le temps partiel de passage.

**Travail mobile**  : pendant la pandémie de Covid-19, beaucoup de personnes ne sont pas allées travailler au bureau. Elles ont travaillé chez elles quand leur métier le leur permettait. En principe, ce sont pourtant les employeurs qui décident si leurs personnels peuvent travailler de chez eux ou à l'extérieur et, si c'est le cas, à quelle fréquence. Lors de la dernière législature, le projet de loi sur le travail mobile n'a finalement pas été adopté par le Bundestag. Ce projet prévoyait de reconnaître plus de droits au personnel. Mais lorsque l'on travaille de chez soi, certaines règles s'appliquent : il faut être joignable pour ses collègues pendant les plages de travail convenues. Les règles relatives à la sécurité au travail s'appliquent également lorsque l'on travaille de chez soi.



## Droit de cogestion

# Les salariés participent aux décisions

Un comité d'entreprise défend les intérêts communs du personnel vis-à-vis de la direction. Dès que cinq personnes au moins travaillent en permanence ensemble, elles peuvent élire un comité d'entreprise. L'élection n'est pas une obligation, mais un droit.

La loi sur l'organisation interne des entreprises précise les différents droits de participation du comité d'entreprise, par exemple :

• **Cogestion** : l'influence du comité d'entreprise est la plus grande en ce qui concerne les règles sur les horaires de travail, les congés, les heures supplémentaires et de protection du travail et de la santé. Les employeurs peuvent prendre de décisions à ce sujet seulement avec le comité d'entreprise.

• **Coopération** : les employeurs doivent obtenir l'accord du comité d'entreprise pour les décisions qui concernent le personnel. Il s'agit, par exemple, des recrutements et des mutations. Le comité d'entreprise peut refuser de donner son accord dans certains cas énumérés par la loi. Si un employeur veut exécuter une décision relative au personnel malgré le refus du comité d'entreprise, il doit demander l'autorisation au tribunal du travail. (📖 p. 19).

• **Consultation** : un licenciement est une décision qui peut avoir des conséquences graves pour la vie d'une personne qui travaille. C'est pourquoi il n'est pas valable si l'employeur n'a pas consulté le comité d'entreprise avant de licencier une personne. Si celui-ci peut contester le licenciement, il ne peut cependant pas l'empêcher.

Aujourd'hui, il y a beaucoup moins de comités d'entreprises qu'au début des années 2000. En 2021, 39 % des salariés ouest-allemands et 34 % des salariés est-allemands travaillaient dans une entreprise dotée d'un tel comité. Parmi celles-ci, il y a surtout de grandes entreprises, mais assez peu de petites entreprises. Les formes d'emploi flexibles, comme les mini-jobs, le travail intérimaire et les contrats à durée déterminée, compliquent la création d'un comité d'entreprise.

La loi relative à la modernisation des comités d'entreprise est entrée en vigueur en juin 2021. Cette loi facilite la création des comités d'entreprises et leur travail - notamment dans les petites entreprises. Cela vaut également pour les représentations des jeunes et des personnes en apprentissage (📖 p. 19).

## La représentation des jeunes et des personnes en apprentissage

**Les jeunes et les personnes en apprentissage ont droit à leur propre représentation pour défendre leurs intérêts dans l'entreprise. En cas de problème, leur représentation est leur premier point de contact. Les personnes élues pour les représenter veillent au respect des lois, conventions collectives et accords d'entreprise pertinents pour les jeunes dans la pratique. Meike Schlabach a 20 ans et travaille comme électronicienne. Elle explique ce qui est important quand on représente les jeunes et les personnes en apprentissage dans une entreprise. Lorsqu'elle ne répare pas les machines, elle s'engage pour représenter les jeunes dans l'entreprise Deutsche Edelstahlwerke (DEW) à Siegen.**

*Meike, en plus de ton travail, tu t'occupes aussi des questions et intérêts des 75 personnes en apprentissage de l'entreprise. Pourquoi prends-tu le temps de le faire ?*

Pour les jeunes, je suis un porte-parole face aux formateurs et aux supérieurs. C'est un rôle qui me plaisait déjà lorsque j'étais déléguée de classe à l'école. En effet, cela m'a toujours dérangée quand quelque chose ne fonctionnait pas. Maintenant, mon rôle est de défendre le point de vue des personnes en apprentissage de façon objective et en étant aimable. Je joue également souvent le rôle de médiatrice en cas de litige, par exemple en raison des absences. Dans ce cas, il est plus agréable de parler d'abord avec quelqu'un du même âge qu'avec les supérieurs.

*Cinq collègues te soutiennent dans tes fonctions. Mais n'est-ce pas un stress supplémentaire ?*

Depuis que j'ai terminé mon apprentissage en janvier, trouver du temps libre pour mon travail de déléguée est devenu plus difficile. Pour savoir ce qui préoccupe les jeunes, je passe

beaucoup de temps à discuter avec eux. L'entreprise doit accepter que ces discussions aient lieu pendant le temps de travail. Bien sûr, il est également important de ne pas négliger mon travail d'électronicienne. Actuellement, avant de rejoindre l'équipe de midi, je passe par l'atelier des personnes en apprentissage et demande comment ça se passe. Je prends chaque fois des notes pour préparer nos réunions mensuelles. Ainsi, seulement dix minutes me suffisent pour me préparer à la réunion.

*Que t'apporte ton engagement pour la représentation des jeunes et des personnes en apprentissage ?*

En tous cas, je suis devenue plus sûre de moi. Je pense être plus capable de convaincre. De plus, un grand nombre de formations et de séminaires politiques sont proposés et j'ai obtenu l'accord de mon employeur pour y participer. Même travailler avec des textes de loi me plaît plus que je ne le pensais. Et bien sûr, c'est agréable de voir que nos efforts paient : Par exemple, la représentation des jeunes et des personnes en apprentissage a réussi à faire agrandir l'atelier et à obtenir de nouvelles perceuses ainsi que de nouveaux bancs.

**En l'absence de représentation des jeunes et des personnes en apprentissage, de comité d'entreprise ou de comité du personnel**, les personnes en apprentissage peuvent s'adresser au syndicat. Le personnel chargé du conseil dans le domaine de la formation professionnelle et les comités de médiation de la Chambre des métiers ou de la Chambre de commerce et d'industrie compétente pour leur entreprise peuvent également les aider.

## Les partenaires sociaux cherchent des solutions communes

Les personnes qui travaillent au sein d'un secteur ou qui exercent des métiers similaires peuvent s'organiser en syndicat interentreprises. Celui-ci défend leurs intérêts et offre des services, par exemple, des conseils juridiques et une assistance judiciaire. Les employeurs peuvent aussi s'unir et adhérer à une organisation patronale. Le droit des membres d'un syndicat et des patrons de défendre collectivement leurs intérêts est appelé la liberté syndicale. Il est protégé par la Loi fondamentale.

Les syndicats et les organisations patronales concluent des accords importants pour le personnel des entreprises. Ils inscrivent également les conditions de travail convenues dans

des conventions collectives. Les deux parties aux conventions négocient entre elles sans droit d'immixtion de l'État. On parle donc d'autonomie des partenaires sociaux : en Allemagne, c'est tout d'abord aux partenaires sociaux de se mettre d'accord sur les salaires et les rémunérations des personnes en apprentissage ou de conclure des accords sectoriels sur les horaires, les congés et les primes pour travail en équipes et de pénibilité.

L'objectif des négociations de conventions collectives est de parvenir à un accord acceptable pour les deux parties. En Allemagne, selon une longue tradition, les syndicats et les organisations patronales se considèrent

d'avantage comme des partenaires que comme des ennemis. Comme ils collaborent aussi en dehors des négociations de conventions collectives, on les appelle les partenaires sociaux. Par exemple, ils sont partenaires dans la gestion autonome des assurances sociales (📖 p. 31). Les conflits sociaux, au cours desquels on utilise des moyens qui mettent l'autre partenaire de négociation sous pression, sont relativement rares. Les personnels syndiqués ont le droit de grève. S'ils arrêtent le travail, les entreprises peuvent réagir en empêchant les autres employés d'accéder à leur poste de travail et en refusant de leur payer leur salaire. On appelle cela le « lock-out ».

L'inclusion permet à chaque personne d'être présente partout. Par exemple, les enfants avec et sans handicap apprennent ensemble à l'école ou s'entraînent dans le même club de sport. Personne n'est exclu et chacun peut participer.

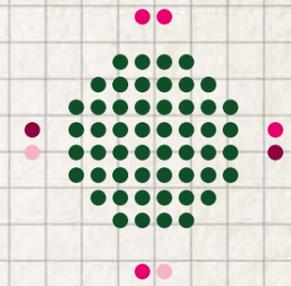
Que ce soit sur le lieu de travail, à l'école ou pendant les études, pour se déplacer dans les lieux publics,

en famille ou dans son temps libre : afin d'éviter toute exclusion à cause d'un handicap, il faut encourager la participation des personnes handicapées et instaurer une volonté commune de la société. Le portail internet [einfach-teilhaben.de](http://einfach-teilhaben.de) donne plus d'informations à ce sujet.

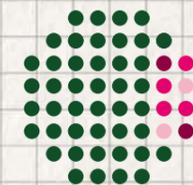
# Vivre et travailler avec un handicap

L'inclusion, qu'est-ce que c'est ?

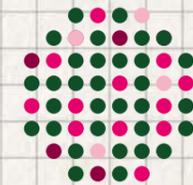
Exclusion  
=  
exclu



Intégration  
=  
inclus  
mais à l'écart



Intégration  
=  
inclus  
tous ensemble





## Vivre et travailler avec un handicap

# L'autodétermination pour tous

« Personne ne doit être discriminé en raison de son handicap. »

Cette phrase a été ajoutée en 1994 à l'article 3 de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne. De plus, diverses lois et mesures ont pour but de diminuer les inégalités de traitement. L'objectif est de permettre aux personnes avec un handicap de vivre de façon autodéterminée. L'Allemagne a signé la Convention et le protocole le 30 mars 2007. La loi de ratification a été adoptée en décembre 2008 par le Bundestag et le Bundesrat. Elle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.



### L'inclusion, un objectif international

La Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH) s'engage pour l'élimination de la discrimination envers les personnes handicapées. À cette fin, elle exige une inclusion totale, c'est à dire la participation égalitaire de tous à la vie de la société. 187 États membres des Nations unies l'ont entre-temps signée.

## Au cœur de la vie

À cause de différents obstacles, les personnes avec des problèmes de santé de longue durée ne peuvent pas vivre ou travailler de façon aussi autonome que les autres. Ces obstacles sont aussi appelés des barrières. Il y en a dans les bâtiments et les moyens de transport. Les sites internet peuvent, eux aussi, présenter des barrières : c'est le cas quand ils ne peuvent pas être utilisés par les personnes aveugles. Les préjugés peuvent également devenir des obstacles, par exemple lorsque les responsables du personnel pensent que les personnes handicapées ne travaillent pas bien ou qu'elles travaillent moins. Il est donc important de supprimer ces barrières. Car sans ces barrières, les personnes

avec des handicaps physiques, psychiques, mentaux ou sensoriels pourront tout naturellement être présentes partout. Cette présence passive et active dans toutes les situations de la vie s'appelle participation.

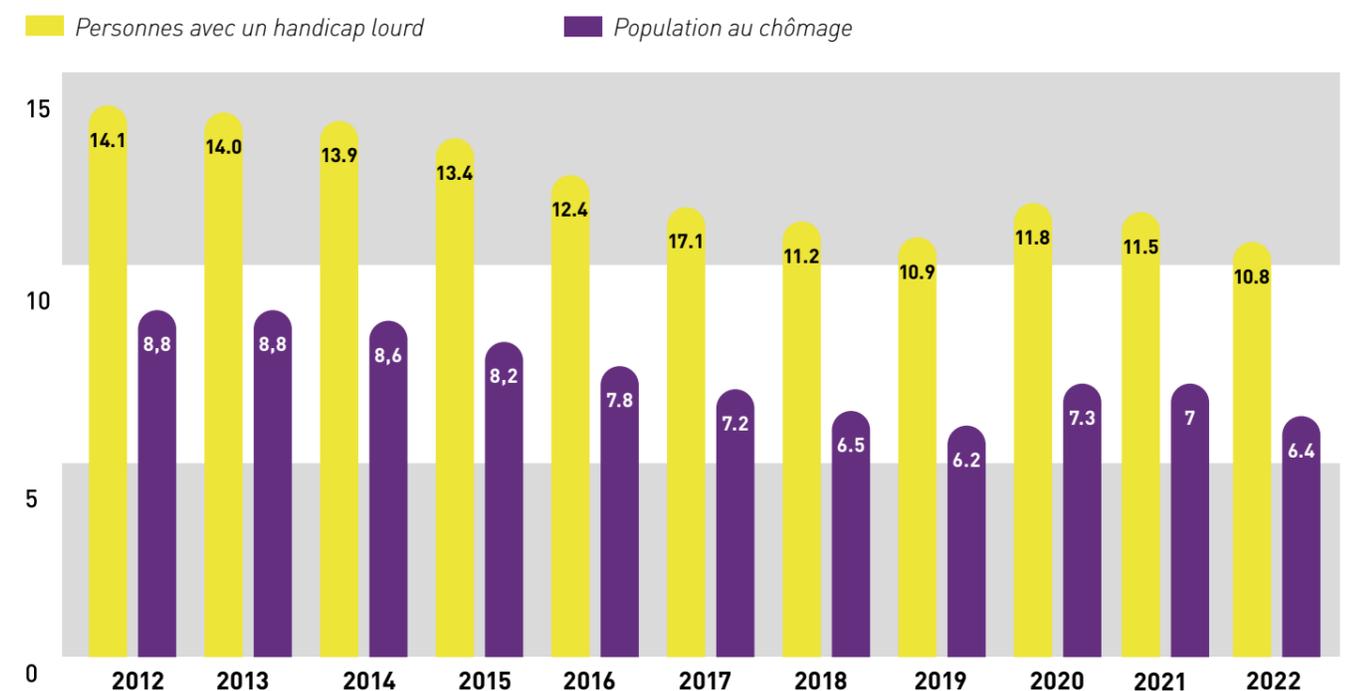
Si cela est nécessaire, les personnes handicapées peuvent recevoir des aides matérielles ou financières pour leur permettre de participer à la vie de la société. Cette aide peut être une mesure de réadaptation médicale, un équipement médical comme une chaise roulante, ou un nouvel aménagement leur lieu de travail. Ce qui est vraiment important, c'est que l'aide soit parfaitement adaptée à la situation de la personne handicapée et lui permette de vivre de façon autonome.

Les personnes handicapées peuvent aussi s'organiser selon leurs besoins. Pour cela, il existe une autre forme d'aide, que l'on appelle le « budget personnel ».

En Allemagne, environ 7,8 millions de personnes vivent avec un handicap lourd, c'est-à-dire environ 9,4 % de la population. On parle de handicap lourd lorsque l'autorité compétente estime qu'une personne souffre de difficultés particulièrement importantes pour participer à la société. Dans 90 % des cas, ce sont des maladies qui apparaissent au cours de la vie qui sont la cause de ces difficultés. Les personnes naissent avec un handicap lourd dans seulement 3 % des cas.

## Les chances d'obtenir un emploi sont inégales

Comparaison du taux de chômage entre personnes avec un handicap lourd et la population au chômage sur la base de valeurs de référence\* limitées, indications en taux de pourcentage.



\*Valeur de référence : personnes salariées soumises aux cotisations de sécurité sociale, fonctionnaires et chômeurs. Les personnes à leur compte et effectuant des petits boulots ne sont pas pris en compte.

Source : Données de l'Agence fédérale pour l'emploi, analyse du marché du travail, personnes avec un handicap, données de l'année 2022

## Le lieu de travail doit convenir

Sur les 3 millions de personnes de 15 à 65 ans qui vivent avec un handicap lourd, la moitié environ exerce un métier. Sur l'ensemble de la population, cela correspond à trois personnes sur quatre. Le taux de participation des personnes avec un handicap lourd est donc inférieur à celui de la population totale. Mais, grâce à diverses possibilités d'aide pour les employeurs et leur personnel, le nombre de personnes avec un handicap lourd qui travaillent a augmenté dans les dernières années. Par exemple, il est possible d'adapter les conditions de travail aux besoins du personnel grâce à des équipements techniques. Une autre possibilité est de modifier les horaires et l'organisation du

travail. On peut ainsi répartir les tâches dans une équipe : ainsi, chaque personne pourra participer en utilisant ses compétences.

La plupart des actifs avec un handicap lourd travaillent sur le marché du travail général. Parmi eux, plus des deux tiers travaillent dans des entreprises privées et un peu moins d'un tiers dans les services publics. Lorsqu'ils ont terminé leur scolarité, les jeunes handicapés peuvent aussi recevoir différentes aides, si nécessaire. Grâce à ces aides, ils vont pouvoir mener à bien une formation professionnelle ou des études.

## « Beaucoup ne me voient pas comme une personne à part entière »



l'accident, je n'arrivais plus à faire mon travail tout seul dans le temps imparti. C'est pourquoi nous avons désormais une équipe qui s'occupe de nos sponsors. La fonction de responsable de l'inclusion est née au fil du temps : en raison de mon handicap, je suis devenu très attentif aux barrières de toute nature. C'est en quelque sorte mon deuxième job dans l'entreprise.

*Est-ce que tu sens qu'il y a une différence dans la manière dont les partenaires commerciaux t'ont traité avant et après ton accident ?*

Je n'ai pas tellement senti de différence au travail. Au début, la plupart des contacts se font par e-mail ou par téléphone : les gens ne savent même pas que je suis en fauteuil roulant. Et par la suite, cela ne joue plus aucun rôle. Dans la vie de tous les jours, c'est différent. Il faut plus souvent s'imposer pour se faire respecter. Beaucoup ne me voient pas comme une personne à part entière. Il faut tout le temps montrer sa détermination.

*En plus de toi, le Festival Open Air de Wacken emploie de nombreuses autres personnes handicapées. Pourquoi ?*

Chez nous, l'inclusion n'est pas un mal nécessaire, mais un sujet qui nous tient à cœur. C'est, d'une part, parce que nous voulons permettre à tous les fans de participer à nos événements. D'autre part, nous voulons aussi permettre à tous ceux qui le veulent et le peuvent de travailler pour nous.

*Que font tes collègues avec un handicap ?*

Ils travaillent par exemple au service d'envoi des billets ou dans l'entrepôt, où il y a toujours des colis à emballer. De plus, nous employons aussi beaucoup de personnes handicapées pendant le festival. Elles veillent à ce que les sites du festival et du village de Wacken restent propres.

*Drees, tu n'es pas seulement responsable du sponsoring chez l'organisateur du festival de heavy metal. Tu es aussi responsable de l'inclusion et tu ne quittes pas non plus ton fauteuil roulant. Comment en es-tu arrivé là ?*

J'ai été engagé au service du sponsoring en 2015. Quelques mois plus tard, j'ai eu un accident de la route. Après

## Obligation des entreprises

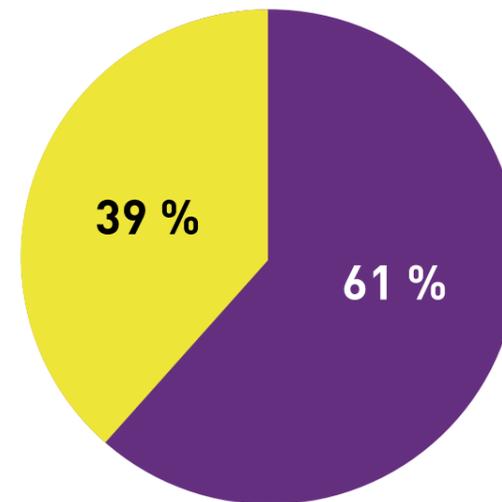
Lorsqu'une entreprise compte au minimum 20 postes de travail, la loi l'oblige à recruter des personnes avec un handicap lourd pour pourvoir un certain nombre de ces postes. Que se passe-t-il si l'entreprise ne respecte pas ou pas totalement cette obligation d'emploi ? Elle doit payer une taxe compensatoire pour chaque emploi obligatoire qui n'a pas été pourvu. Avec cette mesure, le législateur veut inciter les entreprises à recruter des personnes avec un handicap lourd. Quelques syndicats et associations qui représentent les personnes handicapées pensent que la taxe est trop faible. Elles pensent qu'il est trop facile, pour les entreprises, de ne pas respecter cette obligation, et donc de ne pas recruter de personnes handicapées. À partir de 2024, les entreprises qui n'emploient pas de personnel avec un handicap lourd seront obligées de payer une taxe beaucoup plus élevée.

La représentation des personnes gravement handicapées défend les intérêts de ces personnes dans l'entreprise. Elle contrôle si les employeurs respectent ce que dit la loi. Elle contrôle par exemple s'ils respectent l'obligation d'emploi. De plus, les employeurs nomment des responsables de l'inclusion qui les aident dans leurs tâches. Mais ce sont les salariés avec un handicap lourd qui choisissent directement les personnes qui les représentent.

## La majorité doit payer

■ 39 % des employeurs ne doivent pas payer de taxe compensatoire

■ 61 % des employeurs ont dû la payer



Total : 174 919 employeurs soumis à l'obligation d'emploi en Allemagne en 2021.

Source : Données statistiques de l'Agence fédérale pour l'emploi, tableaux, les personnes avec un handicap lourd exerçant un emploi : procédure de notification selon le Livre IX du Code social, Nuremberg, 2023.

## De l'atelier protégé au marché du travail

*Parfois, les personnes handicapées ne peuvent pas former le projet de travailler tout de suite pour le marché du travail général : par exemple, lorsque le handicap est lourd ou lorsqu'il s'agit d'une certaine forme de handicap. Environ 320 000 personnes travaillent dans des ateliers protégés.*



**Christiane Pollerberg**, directrice du service de l'Intégration du centre thérapeutique et pédagogique de Krefeld, district de Viersen :

### « L'intégration doit être bien préparée. »

Dans nos ateliers protégés, il y a des personnes qui ont un handicap mental, physique ou psychique. Mon travail est de faire le nécessaire pour qu'elles aient un emploi dans le marché du travail normal. J'y arrive en principe plus souvent qu'il y a encore quelques années. Le cliché selon lequel, une fois qu'on entrait dans un atelier protégé, on y restait, a longtemps perduré, mais n'est désormais plus vrai.

Beaucoup des emplois se trouvent dans l'industrie, l'artisanat et les services. L'intégration à une entreprise doit être bien préparée, par exemple par des discussions entre le personnel et les employeurs. Les exigences du poste doivent absolument correspondre à ce que les personnes savent faire. En outre, nous continuons à suivre celles que nous avons aidées.

Lorsque l'on entend le mot « social », on parle toujours de communauté et de la cohabitation des personnes au sein de l'État et de la société. Ce mot inclut aussi l'attention pour l'intérêt général et la protection des plus faibles. L'objectif est de lutter contre l'exclusion sociale et de permettre à tous de participer à la société. Par conséquent, les personnes qui tombent malades ou perdent leur emploi sont soutenues par l'État social. La communauté intervient en faveur de chacun et de cha-

cune. Cela se fait indirectement, par le biais des cotisations sociales et des impôts. Cela permet de créer un équilibre entre les jeunes et les personnes âgées, entre les personnes en bonne santé et les malades et entre les personnes plus aisées et les plus pauvres. Rendre cet équilibre équitable et garantir la sécurité sociale font partie des objectifs les plus importants de notre État. C'est ce que dit notre Loi fondamentale, dans laquelle est ancré le principe de l'État social.

« *La République fédérale est un État fédéral démocratique et social.* »



Article 20 de la Loi fondamentale

Sécurité sociale  
et justice



## Le principe de l'État social

# Sécurité et justice dans l'État social

L'Allemagne est un État social. Cela signifie que sa politique et sa législation ont pour but de veiller à la sécurité et à la justice sociale.

Sécurité sociale	Justice sociale
<p><b>La sécurité sociale obligatoire</b> protège les actifs et leurs proches contre les principaux risques liés à la vie.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Chômage</li> <li>• Maladie</li> <li>• Dépendance</li> <li>• Accident</li> <li>• Vieillesse</li> </ul>	<p>Toutes les personnes doivent avoir les <b>mêmes opportunités</b> de participer à la vie de la société.</p>
<p>Les personnes qui ne travaillent pas ou gagnent trop peu pour vivre reçoivent en général des <b>prestations sociales</b> financées par les recettes fiscales. Il existe également des prestations pour les familles. Par exemple : prestations de base, allocations familiales et parentales. (p. 30)</p>	<p>Comme <b>l'éducation</b> est une condition importante, l'État finance les crèches, les écoles et les établissements d'enseignement supérieur. L'inclusion des personnes handicapées est également encouragée.</p>
	<p><b>Les écarts de revenus et de richesse</b> ne doivent pas trop se creuser dans la société. Des prestations sociales financées par les impôts permettent dès lors aussi aux personnes plus pauvres de participer à la vie de la société.</p>

## Financement de l'État social

L'État social est financé par les cotisations aux régimes de la Sécurité sociale et par les impôts. Les assurances sociales obligatoires ont pour objectif de protéger financièrement les personnes en situation de vie difficile, par exemple, quand elles perdent leur emploi, tombent malades, quand elles ont un accident ou ne peuvent plus travailler en raison de leur âge et quand elles ont be-

soin de soins. L'État aide également les personnes exposées au risque de pauvreté ainsi que les familles avec enfants par le biais de prestations d'aide et de prévoyance comme les aides au logement, les allocations familiales ou parentales ou l'aide sociale. Le gouvernement fédéral publie chaque année les dépenses sociales de l'Allemagne. Ces dépenses sont appelées le « budget social »

(p. 29). En 2022, les assurances sociales ont versé des prestations à hauteur de 717 milliards d'euros environ. En outre, les prestations d'aide et de prévoyance versées aux bénéficiaires se sont élevées à 224 milliards d'euros. Au total, 1,2 billions d'euros ont été dépensés en 2022 pour financer les prestations sociales.

Parts en pourcentage



Chiffres arrondis  
Source : Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, Budget social de 2022

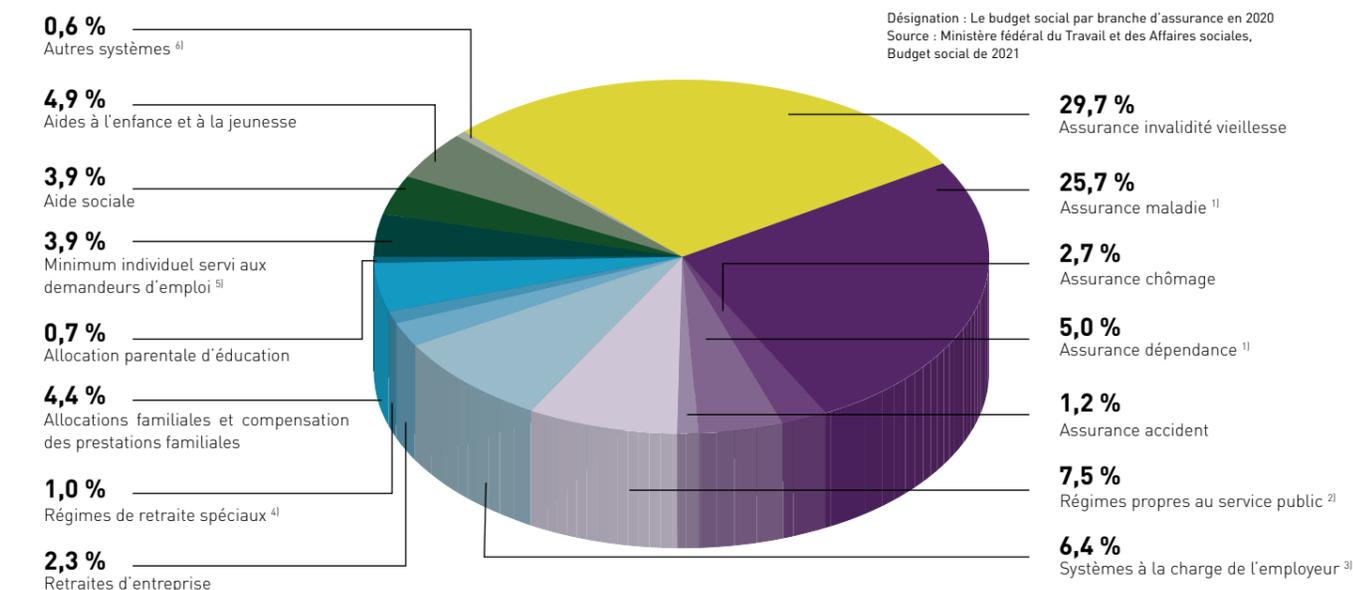
## Financement de l'État social : D'où provient l'argent ?

L'État social tire ses revenus de deux sources : les cotisations et les impôts. Les assurances sociales sont en majeure partie financées par les cotisations payées par les personnes qui travaillent et les employeurs. L'assurance accident, que paient seulement les employeurs, constitue une exception. En revanche, les prestations

d'aide et de prévoyance sont financées par les impôts que tous les citoyens doivent payer à l'État. Sur la fiche de paie, les salariés et les personnes en apprentissage peuvent voir les montants et les impôts qu'ils paient sur leur salaire (p. 30).

## Le budget social 2022

Parts des dépenses totales, y compris les contributions de l'État.



1) Obligatoire et privée  
2) Pensions, suppléments familiaux, aides  
3) Demandeurs d'emploi/ Dépenses directes des employeurs/ Maintien de la rémunération  
4) Assurance invalidité-vieillesse des agriculteurs, valeurs d'approvisionnement, prévoyance vieillesse privée  
5) y compris autres mesures de la promotion de l'emploi  
6) Aide à la formation et à la promotion, aide au logement et systèmes d'indemnisation

Désignation : Le budget social par branche d'assurance en 2020  
Source : Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, Budget social de 2021

## Le compte est bon ?

Le financement de l'État social peut changer. Il repose sur quatre questions fondamentales : combien de personnes paient des cotisations d'un côté ? Combien ont droit à des prestations de l'autre côté ? À qui devraient être versées les prestations ? Et quels montants devraient recevoir ces personnes ? La loi précise qui peut obtenir de l'argent au titre des régimes de sécurité sociale et des fonds d'assistance : seule une personne qui a cotisé peut bénéficier de prestations dans le cadre des régimes de sécurité sociale. Les personnes dans le besoin ont droit aux prestations d'aide et de prévoyance si elles remplissent

certaines conditions. Un exemple : si ses ressources personnelles et celles de sa famille sont si faibles qu'une personne ne peut pas subvenir elle-même à ses besoins, l'État intervient.

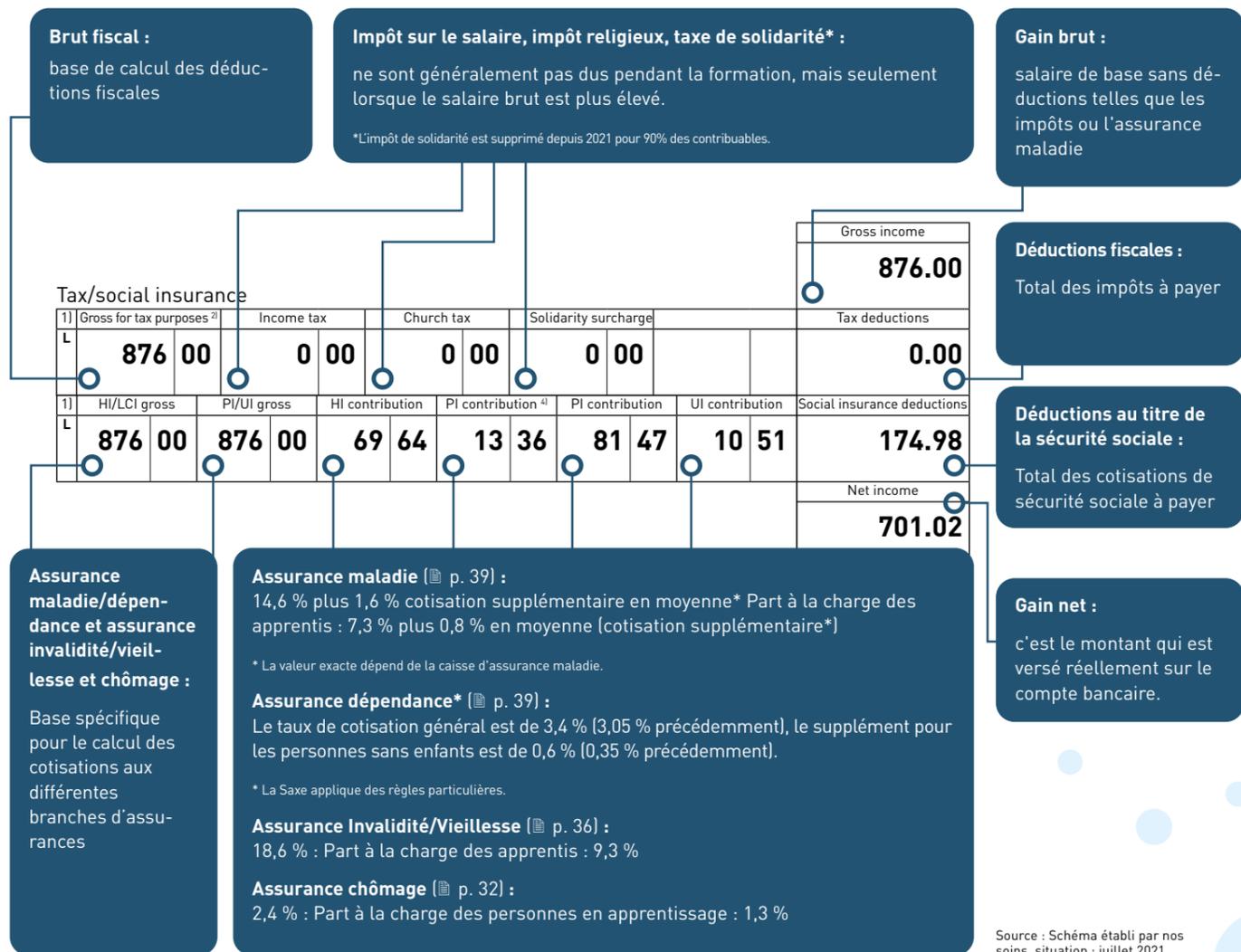
Dans une société qui vieillit ou en période de crise économique, la donne change : moins de personnes qui cotisent font face à davantage de bénéficiaires des prestations sociales. Pour que le système continue à fonctionner, le législateur (Bundestag et Bundesrat) a trois possibilités :

1. Augmenter les cotisations des personnes qui cotisent

2. Réduire les prestations des bénéficiaires, qui doivent alors assumer davantage de coûts eux-mêmes ou prendre des assurances privées complémentaires

3. Utiliser les impôts pour subventionner le système de sécurité sociale

Inversement, lorsque les recettes sont supérieures aux dépenses, le législateur peut diminuer les cotisations, augmenter les prestations ou réduire les subventions financées par les impôts.



## La sécurité sociale en un coup d'œil

Les cinq piliers de la sécurité sociale



Remarque : La Saxe applique des règles particulières.

## Les principes de la sécurité sociale

### 1. Obligation de s'affilier

La loi détermine qui est obligé de s'affilier à la Sécurité sociale et bénéficie ainsi de la protection de ce régime. Celui qui occupe un emploi fixe ou effectue une formation est le plus souvent automatiquement concerné. En Allemagne, environ 90 % de la population sont ainsi affiliés à Sécurité sociale. En revanche, les travailleurs indépendants doivent en général s'occuper eux-mêmes de leur couverture. Les autres exceptions sont les militaires, les juges et les fonctionnaires employés dans les administrations fédérales, régionales et communales et qui perçoivent dès lors leurs prestations directement par le biais des impôts et non par des cotisations.

### 2. Autonomie

Les organismes de sécurité sociale exercent toutes les tâches de gestion de manière indépendante (gestion autonome). L'État assume une fonction de contrôle. La gestion autonome est assurée par les assurés et les employeurs - c'est à dire par les cotisants. Ainsi, la gestion autonome est le noyau dur de la démocratie dans la sécurité sociale.

### 3. Financement des cotisations

Les personnes qui travaillent et les employeurs paient les prestations de sécurité sociale sous la forme de cotisations. Le montant est déterminé en fonction du salaire brut.

### 4. Solidarité

Toutes les personnes qui paient des cotisations sont couvertes par la Sécurité sociale, que leur contribution financière soit élevée ou modeste. Cela crée un équilibre entre les personnes en bonne santé et malades, les actifs et les chômeurs, les personnes jeunes et âgées, les célibataires et les familles.

### 5. Équivalence

L'équivalence est synonyme d'égalité : le montant des prestations dépend des cotisations payées antérieurement. Ce principe s'applique à la retraite, aux allocations de chômage, à l'assurance accidents et aux revenus de remplacement, comme les indemnités de maladie.

## Les élections sociales : Les assurés prennent part à la gestion

Les membres des organes autonomes des organismes de la Sécurité sociale sont élus tous les six ans, lors des élections de ces organes autonomes - en abrégé : les élections sociales. L'idée est que les personnes concernées, à savoir généralement les assurés et les employeurs, puissent participer aux décisions par l'intermédiaire de leurs représentants.

### Qui peut voter ?

Toutes les personnes qui cotisent dès 16 ans. Des exceptions s'appliquent par exemple à la caisse d'assurance maladie. Elles concernent les personnes qui font des études et qui sont assurées par leurs parents.

### Qui peut être élu ?

Lors des élections sociales, les personnes qui cotisent élisent les

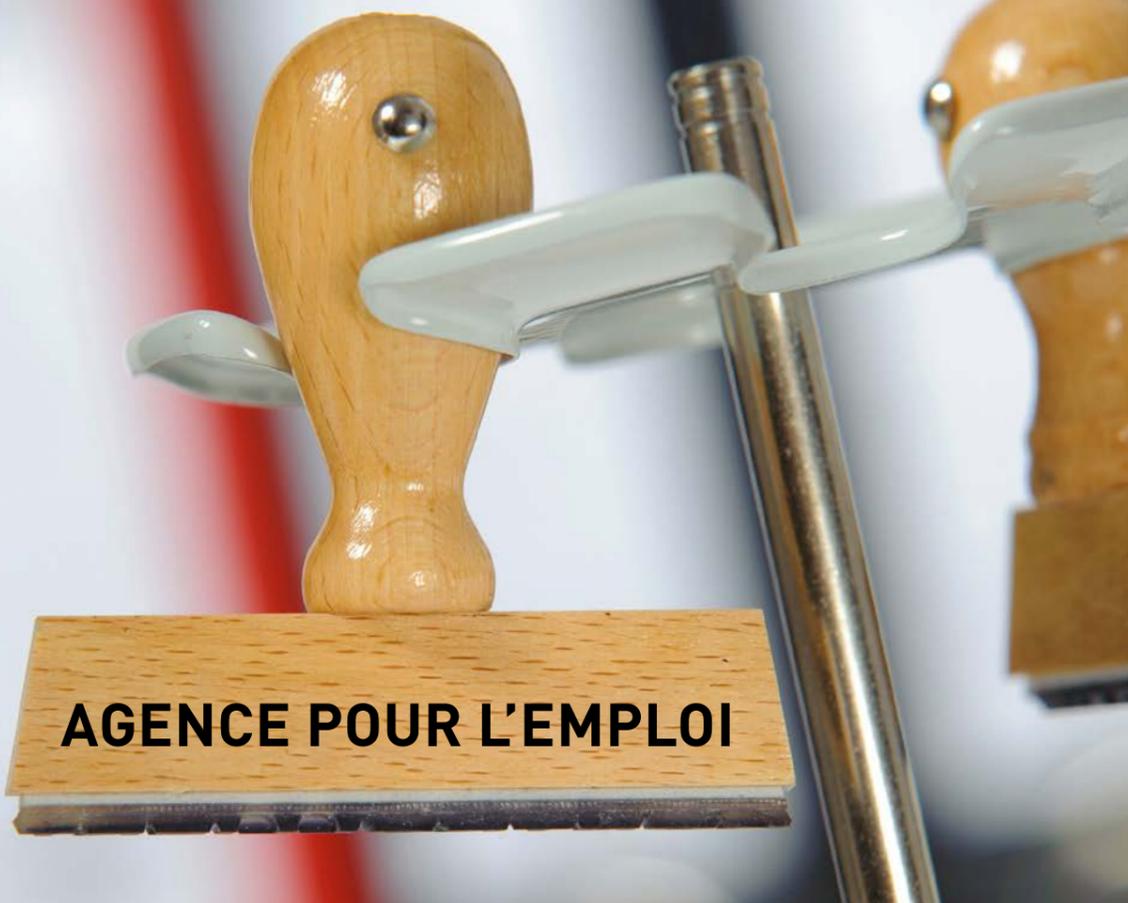
membres des organes autonomes des organismes de sécurité sociale. Ces organes sont : les assemblées représentatives de l'assurance retraite obligatoire, les assemblées représentatives de l'assurance accidents obligatoire et les conseils d'administration des caisses d'assurance maladie obligatoire.

Qui se présente sur les listes ? En général, ce sont les syndicats ou d'autres associations de personnes qui travaillent, dont les objectifs concernent la politique sociale. Les associations d'employeurs peuvent également présenter des listes de propositions. Des assurés et des employeurs peuvent toutefois aussi se regrouper et se présenter sur des listes dites libres. Les journaux des membres et les sites

internet des organismes de sécurité sociale donnent des informations sur les candidats et leurs programmes. Les listes elles-mêmes font aussi de la publicité autour des élections sociales. Elles décrivent leurs projets et les personnes qui candidatent. Les meetings électoraux tels qu'organisés lors d'élections politiques sont néanmoins peu courants.

51,3 millions de personnes

étaient éligibles aux élections sociales en 2023. Seules les élections au Bundestag et européennes sont ouvertes à un plus grand nombre de personnes. Lors des élections sociales de 2023 il a été possible, dans le cadre d'un projet modèle au niveau de l'assurance maladie obligatoire, de voter en ligne ou par courrier.



AGENCE POUR L'EMPLOI

Sans travail, mais pas sans ressources

## Chômage et assurance chômage

### L'aide est garantie

Lorsque quelqu'un ne peut plus exercer son emploi, par exemple, parce que l'entreprise a été obligée d'interrompre son activité, ou lorsque quelqu'un perd son emploi - on dit alors qu'il est au chômage - l'État social lui vient en aide. Pour cela, l'État a mis en place des prestations ainsi que des mesures pour aider les personnes à trouver un emploi. On parle de « la promotion de l'emploi ». L'assurance chômage en est l'élément principal. La promotion de l'emploi finance par exemple l'allocation de chômage, l'allocation de chômage partiel ainsi que bien d'autres prestations pour aider les personnes au chômage à s'intégrer dans le marché du travail. Les personnes qui n'ont pas droit à ces prestations peuvent demander à recevoir des prestations de base pour les demandeurs d'emploi, que l'on appelle aussi « revenu citoyen ».

La promotion de l'emploi, y compris l'assurance chômage et (il s'agit, depuis 2023, du revenu citoyen), aident les personnes au chômage à trouver un emploi. Grâce à ces prestations ainsi qu'à des formations continues et des formations certifiantes, les personnes au chômage ont plus de chances de retrouver un nouvel emploi. En effet, le but de la politique du marché du travail est d'arriver à un équilibre entre l'offre et la demande : d'une part, il faut que les personnes au chômage retrouvent le plus vite possible un emploi soumis aux cotisations sociales. D'autre part, les entreprises doivent trouver assez de personnel pour couvrir leurs besoins en main d'œuvre qualifiée.

Mais la perfection n'existe nulle part : dans toutes les sociétés modernes, et aussi en Allemagne, il y a des

personnes sans emploi. Cela est pratiquement inévitable (p. 34) par exemple, parce que la société et les technologies évoluent. Pour cette raison, certains métiers disparaissent, comme le métier de mineur. Depuis quelques années, le taux de chômage diminue en Allemagne. Entre-temps, il y a eu de nouveau plus de personnes au chômage à cause des conséquences de la pandémie de Covid-19. Mais le chômage a de nouveau reculé en 2021, et le taux de chômage a été seulement de 5,3 % en 2022.

Toutes les personnes sans emploi ne retrouvent pas aussi vite du travail. La durée du chômage est très différente selon l'âge et les qualifications (p. 12). Plus les personnes restent longtemps sans emploi, plus leur situation devient difficile. Car lorsqu'elles n'ont pas de possibilité de suivre une

formation continue, elles perdent peu à peu le contact avec le monde du travail. Il devient alors plus difficile de trouver un nouvel emploi. Beaucoup souffrent d'un stress émotionnel important : être à court d'argent n'est pas la seule raison qui peut entraîner des changements pénibles. Certaines

personnes ont l'impression de ne rien valoir et d'être inutiles à la société. D'après des études médicales, les chômeurs souffrent plus souvent de maladies psychiques, comme les dépressions, que les personnes qui travaillent.

### Le chômage partiel pour traverser la crise

Commandes annulées, magasins fermés : la crise du Covid-19 a eu des conséquences ravageuses sur le marché du travail. De nombreuses personnes qui travaillaient dans des entreprises ont vu leur charge de travail diminuer d'un seul coup - certaines d'entre elles n'avaient même plus de travail du tout. Le gouvernement et le Bundestag ont dû réagir très vite.

C'est pour cela qu'au printemps 2020, l'allocation de chômage partiel a été étendue à d'autres catégories de personnes. Le chômage partiel permet aux employeurs de réduire le temps de travail de leurs personnels. Mais ce n'est possible qu'en accord avec le comité d'entreprise. Quand il n'y a pas de comité d'entreprise, les employeurs doivent se mettre d'accord avec leurs personnels concernés. En conséquence, les employeurs économisent le salaire. Comme la personne employée est au chômage partiel, elle perd une partie de son revenu. Cette perte de revenu est en grande partie compensée par l'Agence fédérale pour l'emploi. Cela s'applique à toutes les personnes qui exercent un emploi soumis aux cotisations sociales, étant donné que l'allocation de chômage

partiel est une prestation financée par la promotion de l'emploi (p. 32)

Quel est l'avantage de l'allocation de chômage partiel ? Elle permet à la personne de garder son emploi. Après la crise, les entreprises et leurs personnels peuvent reprendre pleinement leur activité. Grâce à l'allocation de chômage partiel, le marché du travail allemand a bien supporté la crise par rapport aux autres pays. Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE), qui regroupe les pays industrialisés, l'Allemagne sera le premier pays à avoir de nouveau autant de personnes qui travaillent qu'avant la pandémie de Covid-19.

426 000 employés

étaient au chômage partiel en 2022 pour des raisons liées à la conjoncture. Les employés dans le secteur hôtelier, le commerce et autres métiers de services ont été particulièrement touchés. Le plus haut niveau de chômage partiel a été enregistré par l'Agence fédérale pour l'emploi en avril 2020 : pendant cette période, six millions de personnes ont bénéficié de l'allocation de chômage partiel.



## Quelles sont les causes du chômage ?

Le **chômage frictionnel** existe car il y a toujours une partie des travailleurs qui sont à la recherche d'un autre emploi. On parle de chômage frictionnel dans le cadre d'un changement d'emploi : une personne quitte son emploi pour un autre. En général, elle ne retravaille pas tout de suite. La période entre la fin de l'ancien emploi et le début du nouvel emploi est appelée chômage frictionnel. On essaie de réduire le chômage frictionnel par des placements efficaces.

Le **chômage conjoncturel** est engendré par les fluctuations de la croissance économique. Quand la demande de produits et de services recule, les entreprises ont besoin de moins de personnel. Elles sont donc amenées à licencier des personnes. Quand la

croissance est positive, la demande de produits et de services augmente et les entreprises recrutent plus de personnel. Le chômage conjoncturel apparaît donc à moyen ou à court terme. Le but des mesures conjoncturelles est d'éviter cette forme de chômage. (p. 33)

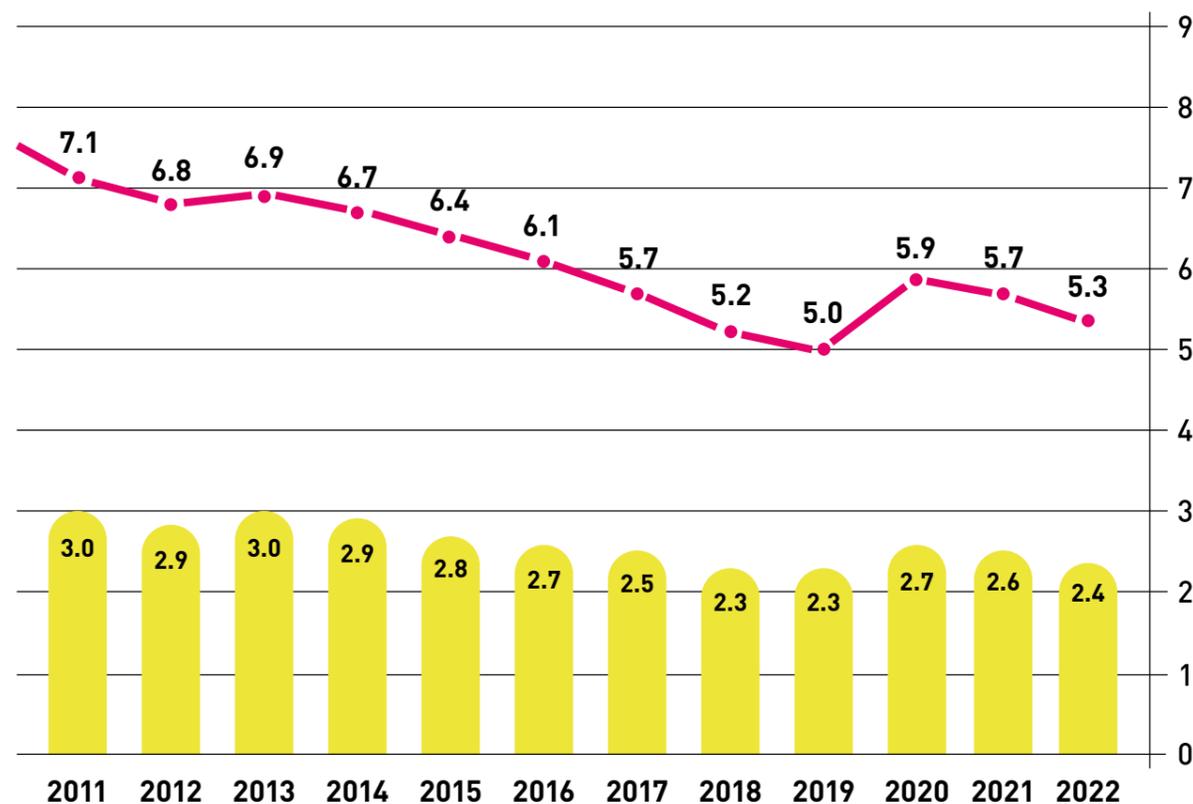
Les causes du **chômage structurel** sont diverses et se situent dans les évolutions à long terme de l'économie et de la société. L'activité économique est aujourd'hui principalement basée sur une économie des services, non plus sur une économie industrielle. À cause des évolutions technologiques (par exemple, une utilisation plus importante des énergies renouvelables et la sortie du charbon, qui sont liées, ou encore la numérisation, avec

les machines qui réalisent diverses tâches), certains métiers ne sont plus demandés. Parfois, cela ne concerne que certaines régions, parfois, le pays entier. Pour prévenir le chômage structurel, la politique de l'emploi intervient de manière active, principalement en soutenant, de façon ciblée, la formation continue et les formations certifiantes, par exemple avec des aides financières. (p. 6)

Le **chômage saisonnier** est principalement lié aux saisons. Certaines activités, par exemple dans l'agriculture, le bâtiment ou le tourisme sont surtout demandées en été, si bien qu'en hiver, le chômage est un peu plus élevé. L'allocation de chômage partiel saisonnière permet d'éviter le chômage saisonnier.

## Combien de personnes au chômage ?

Taux de chômage en pourcentage ■ ■  
et chômeurs en chiffres absolus, en millions ■



Source : Agence fédérale pour l'emploi, statistiques du marché du travail

## Allocation de chômage : une aide financée par la Sécurité sociale

Les personnes qui perdent leur emploi reçoivent de l'argent de l'assurance chômage obligatoire. Cette aide est financée par les cotisations des personnes qui travaillent et des employeurs. Cependant, l'argent ne tombe pas automatiquement sur le compte. Celui qui veut toucher des allocations de chômage doit s'inscrire sans tarder à l'Agence fédérale pour l'emploi. Pourquoi ?

- D'une part, pour s'inscrire comme demandeur d'emploi. Cette inscription doit se faire au plus tard 3 mois avant la fin du contrat d'apprentissage ou de travail, ou dans un délai de trois jours après avoir pris connaissance de la date de la fin du contrat. L'objectif est de pouvoir intégrer le demandeur d'emploi dans le marché du travail le plus tôt possible.
- D'autre part, pour s'inscrire comme chômeur et demander à recevoir l'allocation de chômage. Cette inscription doit avoir été faite au plus tard le premier jour de la période de chômage.

Celui qui perd son emploi touche, grâce à l'allocation de chômage, 60 % de son salaire forfaitaire net précédent ou 67 % s'il a des enfants. Les travailleurs indépendants qui ont préalablement cotisé volontairement peuvent également recevoir l'allocation de chômage.

Quelqu'un a droit à l'allocation de chômage à une condition : au cours des 30 derniers mois avant son inscription comme chômeur, il doit avoir cotisé au moins douze mois à l'assurance chômage.

La durée de versement de l'allocation dépend de l'âge et de la période pendant laquelle le travailleur a cotisé. Les chômeurs de moins de 50 ans peuvent toucher l'allocation de chômage pendant 12 mois au maximum. Pour les plus de 50 ans, cette durée augmente progressivement jusqu'à un maximum de 24 mois.

« Quand le chef nous a dit qu'il devait fermer l'entreprise, cela nous a fait un sacré choc. Heureusement, mon collègue savait qu'on pouvait demander de l'aide à l'Agence pour l'emploi avant même d'être au chômage. Une bonne partie de mes frais de déplacement pour me rendre aux entretiens d'embauche ont été pris en charge. Le cinquième entretien a été le bon, de sorte que je ne suis resté que six semaines en tout au chômage. »

**Stefan, 33 ans, mécanicien automobile à Eschwege**

## Le revenu citoyen : un revenu minimum financé par l'impôt

Au 1er janvier 2023, le revenu citoyen a été mis en place en Allemagne. Il remplace l'allocation de chômage II. Une personne qui reste au chômage plus longtemps et ne peut vivre de ses ressources personnelles - ou d'un autre revenu - a droit, à certaines conditions, au revenu citoyen. Contrairement à l'allocation de chômage, le revenu citoyen n'est pas financé par des cotisations, mais par les impôts. Avant que l'État - ou plutôt la collectivité - ne paie, un contrôle des conditions de ressources du demandeur d'emploi est effectué.

Depuis janvier 2023, les personnes seules et les parents isolés perçoivent 502 euros par mois de revenu minimum. Les personnes mariées ou les concubins touchent chacun 451 euros, les enfants et les jeunes 318 à 420 euros selon leur âge. Au 1er janvier 2024, ces montants passeront à 563 euros par mois pour les personnes seules et les parents isolés et à 506 euros pour les personnes mariées ou les concubins. Les enfants et les jeunes percevront entre 357 et 471 euros. Les frais de loyer, de chauffage et de l'assurance maladie et dépendance obligatoire sont également pris en charge. Il existe des aides mensuelles ou ponctuelles complémentaires pour les parents isolés et les femmes enceintes, par exemple de l'argent pour une poussette ou des vêtements. Les enfants et les jeunes jusqu'à leur 25ème anniversaire ont droit aux prestations du paquet éducation (Prestations pour l'éducation et la participation, p. 43).

Avec la mise en place du revenu citoyen, la priorité est donnée à des formes de travail offrant des perspectives durables et à long terme. L'idée est de privilégier une formation plutôt qu'un petit boulot. La priorité au placement a été supprimée. Pour rendre les formations initiales et continues plus attrayantes, le gouvernement a mis en place une allocation à la formation continue (150 euros par mois) et un bonus de 75 euros par mois versé en plus du revenu citoyen.

Depuis le 1er juillet 2023, les jeunes de moins de 25 ans dont les parents bénéficient du revenu citoyen peuvent conserver une part plus importante de leur revenu. Ils peuvent conserver les revenus issus d'un petit boulot d'élève ou d'étudiant, d'une formation professionnelle, ou l'argent de poche versé dans le cadre du service volontaire fédéral ou du service volontaire dans une institution sociale lorsque ces montants ne dépassent pas 520 euros (la rémunération actuelle d'un « mini job »). Cela vaut également pendant une période de transition de trois mois, entre la fin de la scolarité et le début d'une formation. Les jeunes peuvent conserver l'ensemble de leurs revenus issus d'un boulot de vacances. Travailler vaut quand même la peine : tous les actifs qui bénéficient du revenu citoyen et gagnent plus de 520 euros peuvent le constater : pour eux aussi, les abattements fiscaux sont plus importants.



## Assurance vieillesse

# Plus de retraités, moins d'enfants

L'évolution démographique a des conséquences considérables sur notre société. Notre espérance de vie s'allonge et les pensions de retraite, que l'on appelle communément « retraites », sont donc versées plus longtemps. Parallèlement, le taux

de naissance est bas depuis des décennies. Aujourd'hui, on compte 100 personnes en âge de travailler pour environ 36 personnes ayant atteint l'âge de la retraite. Selon les dernières projections démographiques de l'Office fédéral de la Statistique

(variante 2), celles-ci seront déjà 54 en 2050. Pour maîtriser la charge financière qui pèse sur les générations futures, les retraites ne peuvent pas augmenter autant que par le passé. De plus, les gens doivent travailler plus longtemps.

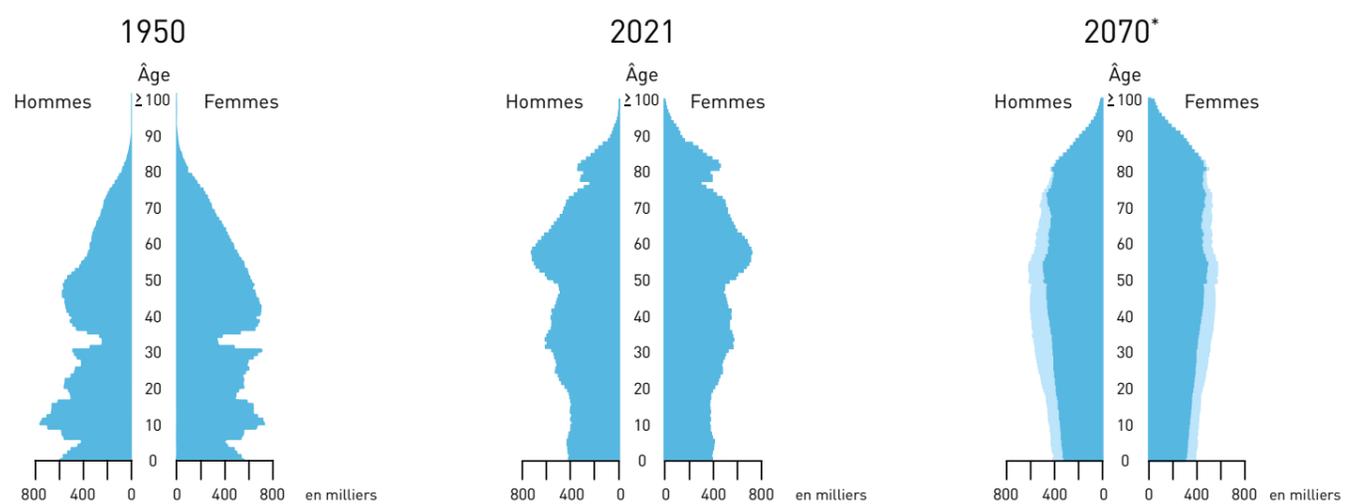
## Politique des retraites

En raison de l'évolution démographique, l'âge légal de départ à la retraite est relevé progressivement de 65 à 67 ans depuis 2012. Cependant, les assurés de longue durée ont la possibilité de prendre leur retraite plus tôt, à partir de 63 ans. Cela s'appelle la retraite anticipée. En 2018, la loi a défini deux « lignes d'arrêt » : le niveau des retraites ne doit pas descendre en dessous de 48 % d'ici 2025 et le taux de cotisation des travailleurs et des employeurs ne doit pas dépasser 20 %. Maintenir le niveau des retraites à 48% est un objectif central de la législature actuelle.

Grâce à cette mesure, les futurs retraités peuvent être plus confiants dans la perspective d'un revenu raisonnable à l'âge de la retraite, après de nombreuses années de travail. Parallèlement, garantir un financement solide des retraites sur le long terme est nécessaire. Le « paquet retraites II » va permettre de concrétiser ces mesures. L'idée est de constituer un stock de capital (« capital générationnel ») qui permettra d'élargir la base de financement de l'assurance vieillesse. De plus, en 2021, le gouvernement a mis en place le complément retraite.

Ce complément concerne notamment les personnes qui ont exercé un emploi soumis aux cotisations sociales et ont cotisé à l'assurance retraite obligatoire pendant au moins 33 ans, mais ont eu, globalement, des revenus inférieurs à la moyenne. Ces personnes pourront recevoir un supplément retraite individuel à certaines conditions. Les périodes d'éducation d'enfants reconnues et les périodes de soins à des personnes sont aussi prises en compte dans le temps de cotisation.

## L'Allemagne vieillit – pyramide des âges de la population en Allemagne



# Assurance retraite obligatoire

En Allemagne, les dépenses de l'assurance retraite obligatoire sont financées par les recettes actuelles. Ce système est appelé le système par répartition. Cela signifie que les cotisations des personnes qui travaillent servent à payer les retraites de la génération plus âgée. C'est pour cela que l'on parle d'un pacte entre les générations. En plus des cotisations, l'assurance retraite obligatoire reçoit aussi des fonds considérables du budget fédéral.

### Qui est assuré ?

**Les personnes salariées**  
 Il y a aussi d'autres catégories de travailleurs qui font partie des personnes salariées : les personnes en apprentissage, les coopérants, les personnes handicapées qui travaillent dans des ateliers protégés homologués, les volontaires du service militaire et les personnes qui font un service volontaire. Même les personnes qui touchent pendant un certain temps une allocation de chômage ou des indemnités de maladie restent assurées.

**Les aidants familiaux**  
 Les personnes qui s'occupent de parents dépendants et qui ne travaillent pas plus de 30 heures par semaine sont obligatoirement assurées. Les cotisations sont prises en charge par la caisse d'assurance dépendance. La règle est

la suivante : les soins doivent durer au moins dix heures par semaine, réparties sur un minimum de deux jours.

**Les parents qui éduquent leurs enfants**  
 Les mères et les pères sont obligatoirement assurés pendant qu'ils s'occupent de leurs enfants. L'État prend en charge leurs cotisations pendant trois ans au maximum.

**Les indépendants**  
 Certaines catégories professionnelles comme les artisans indépendants, les artistes et les sages-femmes sont assurés obligatoirement conformément aux lois sociales. Tous les autres travailleurs indépendants peuvent s'assurer volontairement ou cotiser à l'assurance obligatoire à leur demande. À quelques exceptions près, les travailleurs indépendants paient eux-mêmes leurs cotisations.

!

64  
ans

En 2020, l'âge moyen auquel les hommes ont touché pour la première fois une retraite était de 64,1 ans. Pour les femmes, l'âge moyen de départ à la retraite était de 64,2 ans.

## Aperçu : les trois piliers de l'assurance vieillesse

### L'assurance retraite obligatoire

Elle a été pensée essentiellement comme une assurance obligatoire. Pour les personnes qui ont un emploi soumis aux cotisations sociales, les cotisations s'élèvent à 18,6 % du salaire brut. Elles sont réparties à parts égales entre les employeurs et les salariés.

**Les personnes assurées sont :**

- les personnes salariées
- certains travailleurs indépendants
- certaines catégories de personnes, comme les aidants familiaux et les personnes qui touchent, par exemple, des allocations de chômage ou des indemnités de maladie.

### La retraite d'entreprise

C'est une retraite complémentaire que le salarié peut constituer par le biais de l'employeur. L'employeur organise la retraite complémentaire. Pour cela, il peut choisir entre plusieurs possibilités. Il est aidé par les caisses de retraites et les fonds de pensions, qui versent la retraite complémentaire à l'ancien employé à la fin de sa vie active. Les employés peuvent aussi renoncer à une partie de leur revenu et constituer (en plus), de cette façon, une retraite d'entreprise

### La retraite privée

C'est une retraite individuelle. Pour cette retraite, il faut payer les cotisations soi-même. Il existe plusieurs types de placement, en partie soutenus par l'État :

- l'assurance retraite privée
- les plans d'épargne bancaires et en fonds
- la propriété d'un logement à usage propre.

L'État soutient en partie les retraites complémentaires privées à travers des subventions financières (compléments) et des économies fiscales supplémentaires (« aide Riester »).



## Les risques de la vie Vivre assuré

### Lorsqu'il n'est plus possible de travailler

#### Pension pour diminution de la capacité de gain

Un accident ou une maladie grave survient : impossible de gagner sa vie lorsque l'on n'est plus en forme et performant. Dans ce cas, l'assurance vieillesse obligatoire intervient. En effet, cette aide n'est pas seulement destinée aux personnes âgées. Elle peut déjà être accordée plus tôt, par exemple, lorsque la personne ne peut pas être entièrement performante sur le marché du travail général. On appelle cette aide financière « pension pour diminution de la capacité de gain ». Le montant versé chaque mois sur le compte des personnes concernées dépend en premier lieu de la durée et du montant de la cotisation des assurés. Une personne qui a gagné beaucoup et qui a été assurée pendant longtemps touche une pension plus élevée. Avant d'accorder une pension pour diminution de la capacité de gain, on vérifie cependant s'il est possible, pour la personne, d'exercer une activité professionnelle autre que celle pour laquelle elle a été formée. Dans ce cas, une reconversion peut aussi être financée, par exemple.

#### Assurance invalidité

Une personne jeune qui n'est déjà plus capable de travailler n'a pas pu cotiser longtemps à l'assurance vieillesse. Bien sûr, le droit relatif aux retraites a prévu des dispositions dans ces cas concrets afin que les personnes soient assurées convenablement. Cependant, il se peut que la pension pour diminution de la capacité de gain soit modeste, voire trop basse pour en vivre. C'est pourquoi les jeunes qui commencent à travailler ont intérêt à souscrire à une assurance invalidité privée. Avant de conclure le contrat d'assurance, la compagnie pose des questions sur la santé. Plus l'assuré est jeune et en bonne santé, moins son assurance sera chère. Dès lors, il est intéressant de souscrire l'assurance le plus tôt possible et de préférence quand on commence sa formation professionnelle. Les associations des consommateurs donnent des informations importantes à ce sujet et des conseils au sujet des différents contrats.

#### Assurance accidents

Une protection sur le chemin de l'école, en classe et au travail : s'il arrive quelque chose au travail ou sur le chemin du tra-

vail, l'assurance accidents obligatoire paie les éventuels soins médicaux. Si, à cause de séquelles à long terme, des prestations pour continuer à participer au monde du travail (p. 39), sont nécessaires, elle prend aussi en charge les coûts correspondants. L'avantage pour les assurés : ils ne doivent rien payer, seuls les employeurs paient les cotisations. Les jeunes enfants dans les crèches, les écoliers et les étudiants sont automatiquement couverts par l'assurance accidents de leur établissement d'enseignement.

#### Deux protections valent mieux qu'une ?

Assurance vie, habitation, bris de glaces : en plus des assurances sociales obligatoires, les compagnies d'assurances proposent un large éventail d'autres garanties, notamment à leur jeune clientèle. L'organisation faîtière de protection des consommateurs estime que seuls trois types d'assurances privées sont utiles pour les jeunes qui commencent à travailler : l'assurance responsabilité civile, l'assurance invalidité et l'assurance retraite privée (p. 37).

Nombre d'accidents à déclaration obligatoire en 2022\*

### Accidents à l'école et en chemin

275 731 en classe ou à la crèche

342 033 en faisant du sport

281 556 pendant la pause

88 718 sur le chemin de l'école

Source : Assurance accidents obligatoire allemande : Les accidents à l'école en fonction des activités. Assurance accidents obligatoire allemande : Les accidents dans l'assurance-accidents enfants.

### Prévention : priorité à la réadaptation

Parfois, des premiers signes d'altération de la santé peuvent apparaître et compromettre l'exercice futur du métier. Dans ce cas, les personnes concernées peuvent demander à toucher des prestations de prévention. Quelqu'un qui tombe malade et ne peut plus travailler ensuite ne touche pas immédiatement de retraite. On va tout d'abord essayer

de l'aider grâce à des prestations de réadaptation médicale et professionnelle pour lui permettre de travailler à nouveau. Les prestations médicales peuvent être, par exemple, des séances de kinésithérapie ou de psychothérapie. La réadaptation professionnelle comprend toutes les « prestations permettant de participer à la vie active ».

Cela peut être une reconversion ou une formation, un placement, mais il y en a encore bien d'autres. Les principaux fournisseurs de prestations de réadaptation sont les assurances maladie, vieillesse, accident et chômage. La prise en charge des coûts par l'une de ces catégories d'assurance varie au cas par cas.

### Lorsque des soins médicaux sont nécessaires

Les personnes en apprentissage sont couvertes par une assurance maladie dès le premier jour de leur formation. Cela signifie que les soins et visites médicales de contrôle sont pris en charge immédiatement. En cas d'incapacité de travail, les personnels concernés recevront leur salaire durant six semaines. Ensuite, les caisses d'assurance maladie prennent le relais. Elles versent une indemnité de maladie pour une période maximale de 78 semaines, soit 70 % du salaire brut (plafonné à 90 % du salaire net).

L'assurance maladie est la plus ancienne des cinq branches du régime de sécurité sociale allemand instauré en 1883 par Bismarck. Elle repose sur ce que l'on appelle le « principe de solidarité » : les salariés qui ont un revenu plus élevé versent des cotisations plus importantes que ceux qui gagnent moins. En cas d'urgence, chacun est soigné de la même manière, peu importe le montant de ses cotisations.

L'assurance maladie privée fonctionne différemment. Elle s'adresse aux personnes ayant des revenus élevés, aux personnes à leur compte ainsi qu'aux fonctionnaires. Chacun cotise pour soi-même et le montant des cotisations dépend de l'état de santé de la personne assurée et de ses souhaits en cas de traitement.

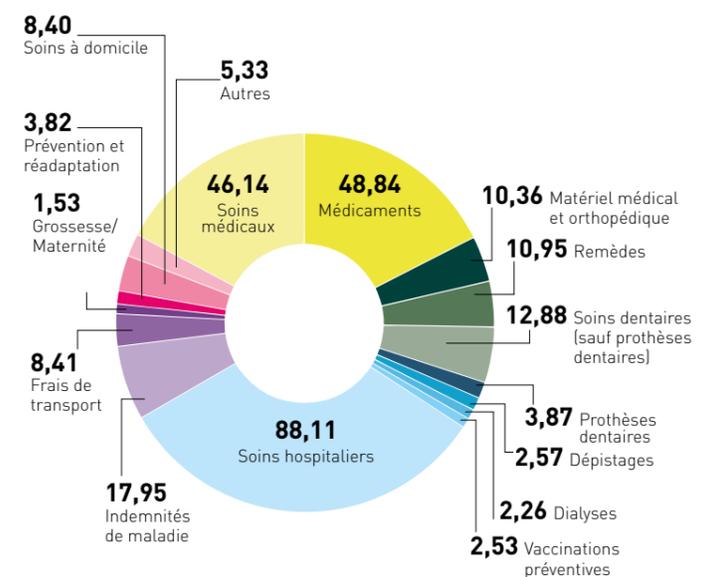
### Lorsque la dépendance surgit

En cas de dépendance, l'assurance dépendance couvre en partie les coûts. À domicile ou en établissement de santé. L'élément décisif pour le montant des prestations versées par l'assurance dépendance est le degré de dépendance au quotidien de la personne concernée. La caisse d'assurance dépendance auprès de laquelle la personne est assurée est l'interlocuteur compétent. À sa demande, le service médical de l'assurance maladie évalue les situations au cas par cas. Il leur attribue un degré de dépendance sur une échelle de 1 à 5 : le degré 1 est pour les personnes qui n'ont pas besoin de beaucoup de soins et le degré 5 pour les personnes totalement dépendantes.

Selon les chiffres du Ministère fédéral de la Santé, environ 5,2 millions de personnes ont pu recevoir des prestations de l'assurance dépendance en 2021. Il est donc très important que le secteur des soins ne manque pas de personnel à l'avenir. Voilà pourquoi le but des acteurs politiques est de mettre en œuvre différentes mesures pour rendre les métiers du soin plus attractifs et améliorer les conditions de travail dans le secteur. Comment ? Par exemple, en renforçant la formation universitaire aux métiers du soin, en créant de nouveaux métiers dans le secteur du soin et en allégeant la charge de travail du personnel par un apport sur mesure de technologies numériques dans ce

#### Ce qui est pris en charge par le régime général de l'assurance maladie

Dépenses par poste de prestations en milliards d'euros pour l'année 2022



Source : Associations faîtière des caisses d'assurance maladie 2022, statistiques officielles, 1<sup>er</sup> trimestre.

secteur. Pour compléter ces mesures, il est prévu de simplifier et d'accélérer les procédures afin de recruter des personnels qualifiés étrangers. Par ailleurs, l'action concertée « Métiers du soin » a permis des évolutions positives dans le secteur, par exemple, grâce à de plus grandes responsabilités données aux soignants, à de meilleures perspectives de carrière, et des salaires beaucoup plus attractifs.

t1p.de/KonzertierteAktionPflege

# L'aide aux victimes

## Le droit de l'indemnisation sociale

Le droit de l'indemnisation sociale est mal connu du grand public car il concerne peu de personnes. Qui a droit à une indemnisation ? Ce sont par exemple les victimes d'un acte de violence qui a entraîné des dommages sur leur santé. Un acte de violence est une agression physique intentionnelle et répréhensible contre une personne. Cela comprend également les délits sexuels et les agressions sexuelles envers des mineurs. Mais les personnes qui ont eu des problèmes de santé à la suite d'une vaccination ou d'une décision exécutoire en RDA peuvent aussi demander une compensation.

**Quelles sont les prestations existantes ?** Les victimes reçoivent des prestations financières et des prestations en nature. Si le préjudice est durable, elles peuvent recevoir des pensions. Les prestations comprennent aussi les soins médicaux, avec des soins de réadaptation et de dépendance dans les cas les plus graves. Si une victime a besoin d'aide pour reprendre son activité, elle peut bénéficier de mesures pour l'aider à participer à la vie active. Le but est d'arriver à soulager, même à éliminer les conséquences de la détérioration de la santé de la victime et de l'aider à retrouver les conditions matérielles qu'elle avait avant son agression. Si l'auteur de l'acte violent ne peut pas payer les consé-

quences du dommage, la solidarité de la société prend le relais à travers le droit de l'indemnisation sociale.

**Exemple :** Paula, une apprentie mécanicienne de 18 ans, se fait violemment agresser sur le chemin de la piscine. Elle se retrouve à terre et souffre de multiples fractures aux deux bras. Après plusieurs opérations, le diagnostic tombe : Paula ne pourra plus saisir d'objets. Elle ne pourra plus porter de charges lourdes. Elle ne pourra donc pas terminer son apprentissage et doit s'orienter vers une formation moins physique. Grâce au droit à la compensation, Paula reçoit des prestations médicales et bénéficie de mesures de réadaptation. Mais elle reçoit aussi une pension mensuelle de base. Cette pension est déterminée en fonction de la gravité de ses lésions. De plus, elle peut bénéficier de prestations de participation à la vie professionnelle ou de mesures de formation scolaire ou professionnelle, par exemple pour commencer une nouvelle formation. Elle peut aussi bénéficier d'une subvention pour ses études.

**Réforme du droit de l'indemnisation sociale :** Le droit à l'indemnisation sociale a été entièrement réformé. Les prestations sont à présent rassemblées dans un nouveau livre du Code social (Livre XIV). Les personnes éligibles pourront désormais bénéficier des prestations de manière plus rapide et ciblée. En outre, beaucoup de prestations ont été améliorées. Cette nouvelle législation s'applique depuis le 1er janvier 2024.

**Vidéo explicative :** [t1p.de/Entschaedigungsrecht](https://www.t1p.de/Entschaedigungsrecht)

« La violence mérite une tolérance zéro !  
Mais en cas de besoin, le droit  
à la compensation sociale existe. »

**Dr. Rolf Schmachtenberg**

Secrétaire d'État au Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales



## Justice sociale

# Peut-on mesurer la justice sociale ?

Une chose est sûre : quand on est malade, on ne peut pas aller travailler. C'est vrai aujourd'hui comme c'était déjà le cas il y a très longtemps. Pourtant, il y a 150 ans, en Allemagne, tomber malade avait des conséquences bien plus graves : être malade, âgé ou au chômage était, pour beaucoup de gens, synonyme de pauvreté et de misère. Il n'existait aucune couverture sociale, aucun accès universel aux soins, aucune protection en cas d'accident du travail. Les indemnités chômage n'existaient pas non plus. Toutes ces garanties existent aujourd'hui grâce à l'État social moderne.

Un État social est un État qui protège ses citoyens. C'est la mission du gouvernement et l'objectif de la législation. Les personnes en bonne santé aident celles à la santé fragile ; les jeunes aident les personnes âgées ;

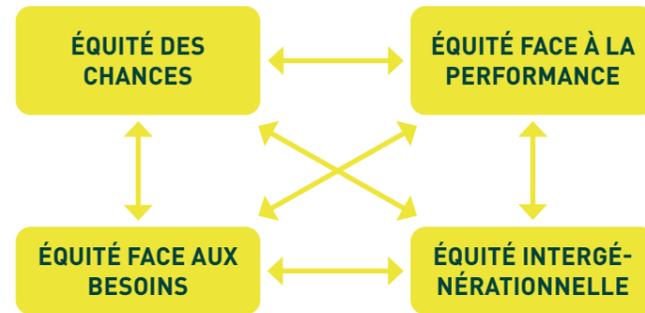
les personnes qui travaillent soutiennent les chômeurs. Cette aide se manifeste par des actions concrètes, mais aussi sur le plan financier grâce à la sécurité sociale. C'est de cette manière que l'État essaie de mettre en place une justice sociale. Dans un État social, tout le monde doit avoir les mêmes conditions de vie et les mêmes opportunités. Mais avec une population de plus de 84 millions de personnes (données mises à jour fin 2022), ce n'est pas si simple à appliquer en Allemagne. C'est le fossé entre pauvres et riches (p. 44) qui est très souvent critiqué. Comme souvent quand on répartit de l'argent entre différentes personnes, la question de la justice sociale est source de vives discussions. Comment le système fiscal peut-il redistribuer l'argent entre les personnes riches et moins riches de la manière la plus juste possible ?

Comment faire pour s'assurer que les gens, aujourd'hui, ne vivent pas aux dépens des générations futures ? Quels sont les droits des concitoyens étrangers en Allemagne ? Les questions de justice sociale ne se posent pas seulement dans le domaine de la politique sociale : elles concernent aussi le monde du travail ou l'éducation : comment peut-on compenser les désavantages et garantir les mêmes opportunités à tous ? Quelle importance faut-il donner aux résultats et aux besoins spécifiques de certaines personnes ? Ce n'est pas simple de répondre à ces questions, car la question sociale dépend beaucoup des évolutions de la société. De plus, il n'existe aucun critère objectif pour mesurer réellement la justice sociale. Aujourd'hui, ce qui est juste, c'est ce que nous considérons comme tel.

# Le carré magique de la justice sociale

Irene Becker et Richard Hauser sont chercheurs à l'Université de Francfort. Ils ont défini les quatre dimensions de la justice sociale.

Ces quatre dimensions dépendent l'une de l'autre et sont partiellement en conflit les unes avec les autres. Il s'agit d'objectifs qui ne peuvent pas être tous réalisés en même temps. C'est pourquoi Becker et Hauser parlent d'un « carré magique ». Par exemple, dire que « chacun doit recevoir ce dont il a besoin pour vivre » (**équité face aux besoins**) est en contradiction avec l'affirmation selon laquelle « ce qu'une personne reçoit dépend de son travail » (**équité face à la performance**).

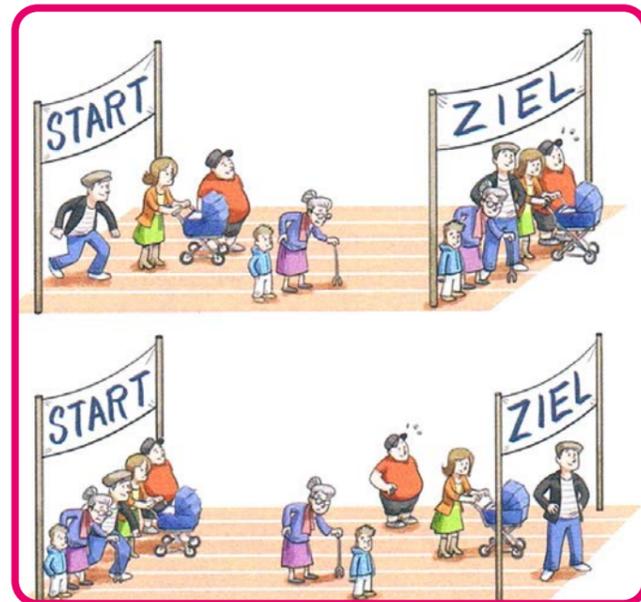


Quand on parle d'équité intergénérationnelle, cela veut dire qu'aucune génération ne doit être désavantagée par rapport à la génération précédente ou suivante. Les jeunes comme les vieux doivent se partager équitablement les ressources, les charges et les obligations, et cela, dans des domaines aussi variés que la protection de l'environnement, l'assurance vieillesse ou les retraites (p. 36).

**L'équité des chances** signifie que chaque citoyen doit non seulement avoir la même chance de développer son potentiel, mais qu'il doit aussi jouir des mêmes droits, indépendamment de ses origines, de son statut social, de son sexe, de son âge, d'un éventuel handicap ou de son niveau d'éducation. Dans les faits, tout le monde n'a pas les mêmes chances de réussite au départ. Le niveau d'éducation des parents a une grande influence sur le choix

de l'école où leurs enfants iront. Plus le niveau d'éducation des parents est faible, moins les enfants auront de chance d'aller au lycée. Comme un niveau d'éducation bas entraîne souvent un revenu plus faible et un risque plus grand de se retrouver au chômage, la situation financière des parents et les possibilités d'éducation des enfants sont également liées.

Un exemple : passer une année à l'étranger en faisant un échange scolaire pour apprendre une nouvelle langue et découvrir de nouvelles choses n'est pas donné à tout le monde. Selon une étude récente du cabinet de conseil Weltweiser, à peine 16 000 élèves allemands ont pu participer à un tel programme et 82 % d'entre eux allaient dans un lycée. Les conclusions de l'étude : « l'échange scolaire est, de toute évidence, un phénomène typique des lycées ».

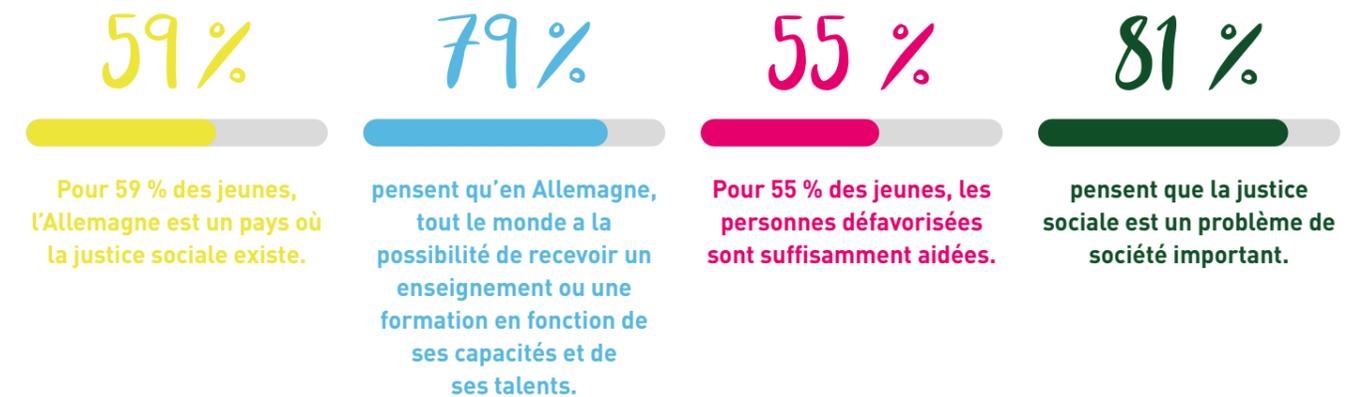


© Ernst Klett Verlag GmbH

## Qui pourra atteindre ses propres objectifs ?

La caricature montre la différence entre l'équité des chances et l'équité face à la performance.

# La justice sociale en Allemagne : qu'en pensent les jeunes ?



Sources : Étude Shell sur la jeunesse 2019, « L'avenir ? Demandez aux jeunes ! » Étude réalisée par le Ministère fédéral de l'Environnement, 2019

## Des lois au service d'une plus grande équité

L'état peut essayer de prendre des mesures pour réduire les inégalités d'accès à l'éducation et donner les mêmes chances de réussite à tous les enfants. Ainsi, les parents qui ont des revenus faibles pourront recevoir une aide complémentaire pour leurs enfants, en plus des allocations familiales. De plus, ils ne doivent pas payer les frais de garde en crèche. Par ailleurs, il existe le « paquet éducation » : il comprend des allocations en matière d'éducation et de participation. Ces allocations permettent aux enfants de familles qui reçoivent

le revenu citoyen ou qui ont des revenus faibles d'avoir accès aux mêmes offres que ceux des familles plus aisées, par exemple pour tout ce qui concerne le temps libre, la crèche ou l'école. Ainsi, les enfants reçoivent des aides supplémentaires pour s'inscrire dans un club de sport, participer à des excursions (par exemple, un voyage de classe), acheter des fournitures scolaires ou suivre des cours de soutien. Les déjeuners à la crèche et à l'école ainsi que les transports scolaires sont, eux aussi, gratuits.



« Nous sommes tous concernés à long terme par la transformation écologique. Dans ce cadre, il est impératif de ne pas perdre de vue la priorité qu'est la justice sociale. La protection du climat et de l'environnement vont de pair avec la justice sociale. Faire en sorte qu'un mode de vie durable soit possible en ville comme à la campagne en fait partie. »  
**Dante Davis étudie la littérature et la civilisation américaine et anglaise ainsi que le droit public à l'université de Potsdam. Il était membre du comité du projet de jeunesse de l'étude sur les jeunes réalisée par le ministère fédéral de l'Environnement, intitulée « L'avenir ? Demandez aux jeunes ! ».**



## Pauvreté et richesse

# Répartition inégale des richesses et des revenus

Est-il possible que la pauvreté existe dans un pays riche comme l'Allemagne, qui est pourtant un État social ? Oui, la pauvreté existe en Allemagne, car elle a plusieurs facettes. Être pauvre a, la plupart du temps, des conséquences sur de nombreux domaines de la vie. La question n'est pas seulement de savoir si l'on a un logement ou de quoi manger. Il est aussi question des perspectives de vie que l'on a, en ce qui concerne l'éducation, la santé ou la participation à la vie politique ou de la société. En Allemagne, on constate encore trop souvent que, lorsque les parents ont peu de moyens financiers, les enfants sont aussi défavorisés. Ainsi, il est possible de constater, dès l'école maternelle, des différences au niveau des résultats scolaires liées à l'origine sociale. Ces différences peuvent avoir des conséquences tout au long de la vie, par exemple, sur des opportunités professionnelles futures. De plus, l'expérience de la précarité matérielle est une source importante de stress psychique. Cela est souvent lié à la honte et à la peur.

En Allemagne, la pauvreté existe sous une autre forme que dans les pays les plus pauvres du monde. Les Allemands peuvent toujours demander à bénéficier de minima

sociaux (par exemple, du revenu citoyen). Ces prestations leur permettent de subvenir à leurs besoins essentiels, le coût du loyer est également pris en charge. L'accès au système éducatif et de santé, qui fait partie des meilleurs sur le plan international, est également gratuit. Comparé aux autres pays européens, la Sécurité sociale allemande assure une prise en charge plutôt importante. En Allemagne et en Europe, ainsi que dans d'autres pays industrialisés, on constate surtout une pauvreté relative et un risque de pauvreté (p. 45).

### L'écart entre pauvres et riches

Pour mesurer les inégalités en argent, on évalue la répartition des revenus et de la richesse au sein d'une population. On utilise par exemple le coefficient de Gini : celui-ci se situe toujours entre 0 (égalité parfaite, chaque personne possède la même richesse) et 1 (une personne possède toutes les richesses). En Allemagne, le coefficient de Gini est de 0,3 en ce qui concerne les revenus et se situe entre 0,7 et 0,8 en ce qui concerne la richesse. Concrètement, cela veut dire que les inégalités en ce qui concerne la richesse sont bien plus importantes que les inégalités en matière de revenus.



### Fact-checking L'écart devient-il plus important ?

Au cours des dix dernières années, le niveau des indicateurs utilisés pour mesurer l'inégalité est resté à peu près le même. Compte tenu de la bonne conjoncture économique et de la baisse du chômage, de nombreux chercheurs et chercheuses attendaient en effet à ce que l'écart se réduise, c'est-à-dire qu'ils pensaient que les inégalités allaient diminuer.

Pourquoi y-a-t-il encore autant d'inégalités ? En raison de la croissance importante des revenus, toutes les catégories de revenus ont plus d'argent qu'il y a dix ans. Cependant, les classes moyennes et les ménages qui ont des revenus élevés profitent plus des effets de la croissance économique que les personnes qui n'ont pas de travail ou celles qui ne peuvent travailler que quelques heures seulement. Une autre raison qui explique les inégalités est l'arrivée, en Allemagne, de plus d'un million de personnes réfugiées qui n'ont pas encore de travail.

« Le jour de mon huitième anniversaire, j'ai constaté pour la première fois à quel point la pauvreté et le bonheur étaient étroitement liés. J'avais invité quelques amis, cinq seulement. On ne pouvait pas en inviter plus, car l'appartement était trop petit. On était là, dans la chambre, les affaires de mon frère remplissaient à moitié la pièce. Il pleuvait, j'avais soufflé mes bougies et on avait mangé le gâteau. Ma mère a alors amené des marqueurs et des t-shirts blancs. On pouvait les découper et les décorer pour se faire un déguisement. Je trouvais que c'était une super idée. Mais mes amis faisaient de drôles de têtes. Pour son anniversaire, Tobi avait eu droit à une grande fête en plein air, avec barbecue et feu d'artifice. Et voilà que nous étions assis par terre, à dessiner sur des t-shirts blancs. J'ai compris que mes amis trouvaient cela ennuyeux. »

**Benjamin Tienti, assistant social et auteur de livres pour enfants**



## Définitions : pauvreté et revenu

On dit qu'une personne vit dans la **pauvreté absolue** si elle ne dispose pas du minimum indispensable pour survivre (pauvreté d'existence). Les personnes en situation de pauvreté absolue n'ont quasiment pas accès aux biens de première nécessité comme la nourriture et l'eau potable. Selon la définition de la Banque mondiale, la pauvreté absolue concerne les personnes ayant moins de 1,90 dollar par jour pour vivre, soit environ 1,80 euro. Cette forme de pauvreté touche principalement les pays en développement. La pauvreté absolue est extrêmement rare en Allemagne. Elle concerne seulement personnes qui, bien que très démunies, ne font pas valoir leur droit aux prestations sociales.

La **pauvreté relative** touche les personnes dont le niveau de vie est inférieur au niveau moyen d'une société. Dans les pays industrialisés, c'est cette notion qui est importante. On parle de pauvreté monétaire relative lorsque le revenu est largement inférieur au revenu médian. Les personnes dont le revenu se situe en dessous du seuil de risque de pauvreté

ont seulement un accès restreint à la formation, aux services de santé et à la vie sociale. Cela dépend aussi de l'économie et du système social du pays où elles vivent.

Le **seuil de risque** de la pauvreté est égal à 60% du revenu médian. Quelqu'un qui dispose de moins que cette valeur mathématique est considérée en Allemagne comme menacé de pauvreté.

Le **revenu médian** se situe exactement au milieu : le nombre de foyers à revenus élevés est égal à celui des foyers à faibles revenus.

Le **taux de risque de pauvreté** mesure la pauvreté relative. Il indique donc le pourcentage de la population qui dispose d'un revenu inférieur au seuil de risque de pauvreté.

Les personnes en **situation de grande précarité** ne peuvent pas se permettre d'acheter certains biens de consommation. Par exemple : se chauffer décemment, s'acheter une machine à laver, partir en vacances une fois par an ou payer son loyer.



### Fact-checking Y a-t-il vraiment de plus en plus de personnes pauvres ?

La réponse est différente selon la notion de pauvreté considérée.

Selon les conclusions du sixième rapport sur la pauvreté et la richesse publié par le gouvernement fédéral, la pauvreté relative, c'est-à-dire le nombre de personnes exposées au risque de pauvreté parce que leur revenu est relativement bas, a légèrement augmenté en Allemagne. En 2005, 14,7 % de la population étaient menacés de pauvreté. En 2020, cette part s'élevait à 16,2 %. Toutefois : cette augmentation est aussi liée à l'arrivée de nombreux réfugiés qui rencontrent des difficultés à trouver un premier emploi.

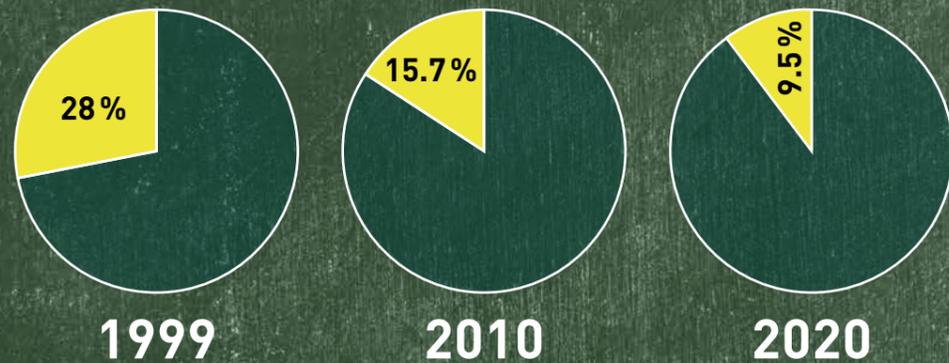
Comme déjà expliqué plus haut, la pauvreté absolue n'existe pratiquement pas en Allemagne. C'est grâce aux prestations sociales versées par l'État (« prestations garantissant un revenu minimum »), qui garantissent un revenu minimum pour pouvoir participer à la vie sociale et culturelle. La part de la population dépendant de ces prestations sociales est passée de 9,7 pour cent en 2015 à 8,3 % en 2020.

Au cours de cette période, le nombre de personnes en situation de grande précarité a également baissé de manière significative (p. 46).

# Pauvreté et richesse en chiffres

Pourcentage de la population mondiale qui vivait dans la **pauvreté absolue** entre 1999 et 2020

Selon certaines prévisions, la pauvreté dans le monde augmentera de nouveau pour la première fois depuis 1998 à cause de la pandémie de Covid-19.



Pourcentage de la population allemande touchée par le **dénuement matériel** en 2020 : 5,6 %



Pourcentage de la population de l'Union européenne touchés par le **dénuement matériel** en 2020 : 5,6 %



Enfants scolarisés en lycée et dont les parents ont une formation de niveau l'enseignement primaire, pour l'année 2019 : 5,9 %



Enfants scolarisés en lycée et dont les parents ont le bac, pour l'année 2019 : 67,1 %

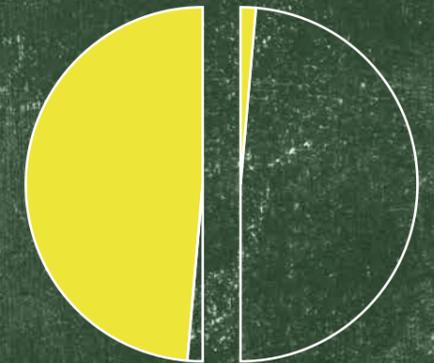


Un enfant sur sept en Allemagne est menacé par la pauvreté.

En l'absence de transferts sociaux, 36 % des mineurs seraient touchés !

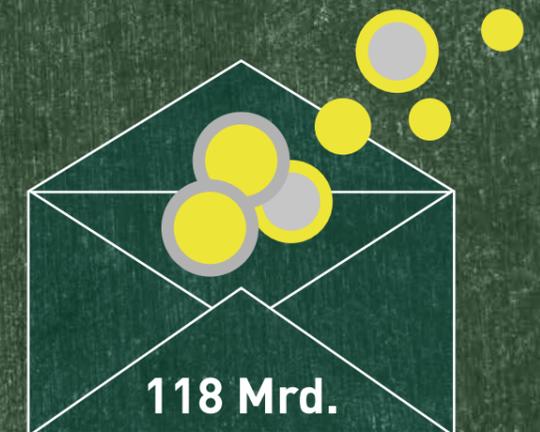
Patrimoine net moyen (soit patrimoine moins endettement) d'un foyer dans l'ouest de l'Allemagne, pour l'année 2018 : 182 000 euros

Patrimoine net moyen (soit patrimoine moins endettement) d'un foyer dans l'est de l'Allemagne, pour l'année 2018 : 88 000 euros



Une moitié des ménages en Allemagne possède 97,5 % du patrimoine net.

L'autre moitié des ménages possède 2,5 % du patrimoine net.

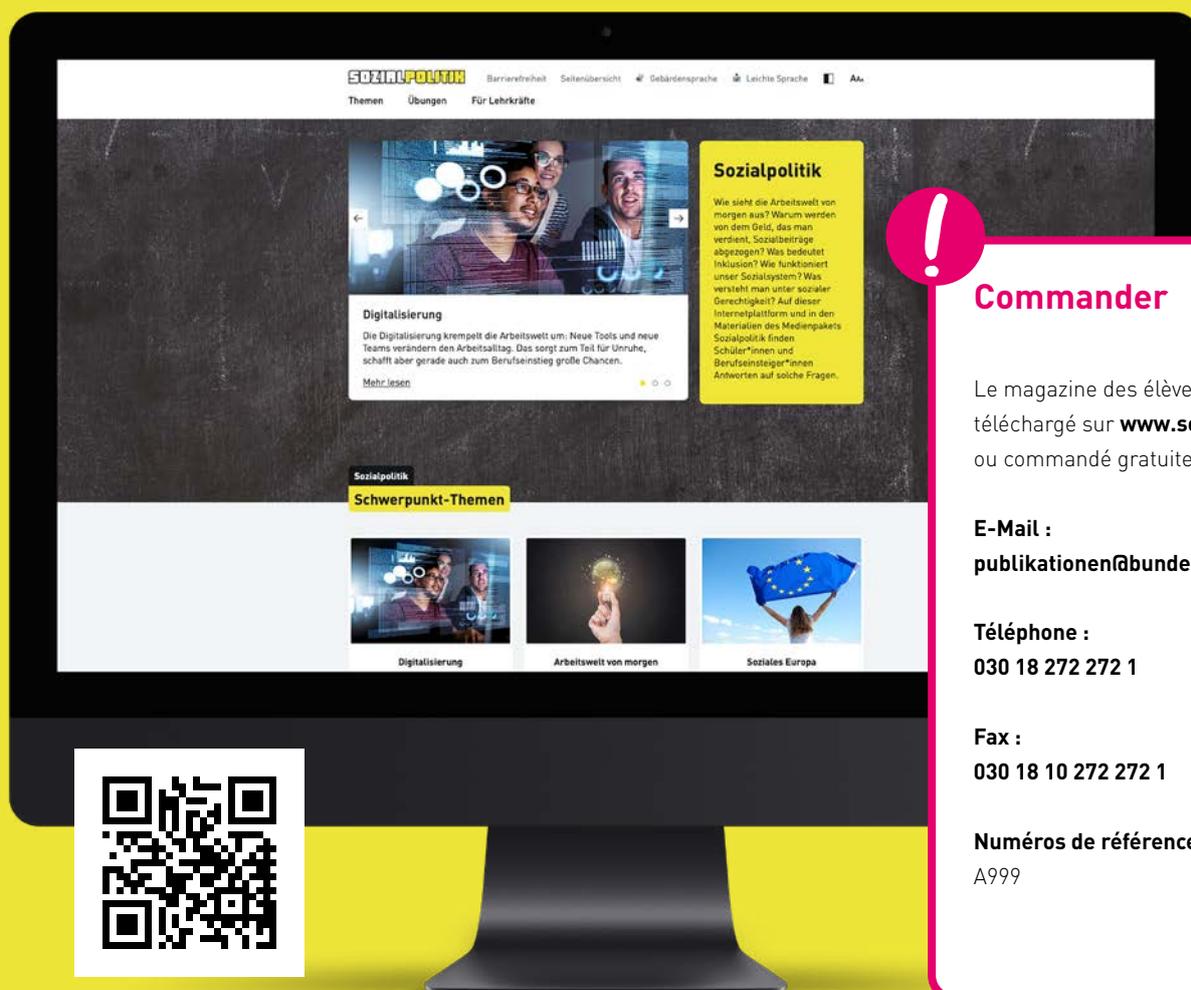


Montant du patrimoine ayant fait l'objet de successions ou de donations en Allemagne en 2021 : 118 milliards d'euros

Sources : Nations unies, Objectifs de développement durable, Rapports de 2017 et de 2020. Eurostat (ILC\_MDD11) : Personnes touchées par le dénuement matériel, données de 2021. Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales : 6ème rapport sur la richesse et la pauvreté, 2021. Office fédéral de la Statistique, Enquête sur le budget des ménages (EVS), données de 2019. Office fédéral de la Statistique : La fréquentation des établissements scolaires selon le type d'établissement sélectionné et le niveau de diplôme d'enseignement général le plus élevé des parents en 2019. Office fédéral de la Statistique : Statistiques relatives à l'impôt sur les successions et les donations, 2021.

# « Politique sociale », le magazine numérique

Retrouvez plus d'informations et de matériels sur la politique sociale ici : [www.sozialpolitik.com](http://www.sozialpolitik.com).  
Des tests de connaissances, un livret de l'enseignant, des feuilles de travail à utiliser en classe ainsi que du matériel pédagogique sont disponibles ici.



## Commander

Le magazine des élèves peut être téléchargé sur [www.sozialpolitik.com](http://www.sozialpolitik.com) ou commandé gratuitement par :

**E-Mail :**  
[publikationen@bundesregierung.de](mailto:publikationen@bundesregierung.de)

**Téléphone :**  
030 18 272 272 1

**Fax :**  
030 18 10 272 272 1

**Numéros de référence :**  
A999

[www.sozialpolitik.com](http://www.sozialpolitik.com)

## Éditeur

Réalisé en collaboration par le Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales et Klett MINT



Bundesministerium  
für Arbeit und Soziales

